



Emmanuel Macron, accompagné de sa femme, salue ses partisans, au Champ-de-Mars, à Paris, le 24 avril

JEAN-CLAUDE COUATOUSSE
LE MONDE

Macron, une réélection sans triomphe

Le score très élevé de l'extrême droite et les fractures sociales ternissent la victoire du président sortant

Il avait traversé seul la cour du Louvre, en 2017, dans une longue marche ponctuée d'un discours saluant sa propre « *audace* ». C'est accompagné de sa femme et entouré d'enfants qu'Emmanuel Macron a paru au Champ-de-Mars, dimanche 24 avril, au soir de sa nouvelle victoire à l'élection présidentielle. Pas de foule en liesse, cette fois ; juste des supporters soulagés et, en même temps, tétanisés. Le chef de l'Etat l'a encore emporté dans son duel face à Marine Le Pen, mais l'heure est à une apparente humilité face à un résultat qui l'« *oblige* ». L'heureux réélu veut montrer qu'il aurait changé, au lendemain d'un quinquennat « *de transformations, d'heures heureuses et difficiles, de crises exceptionnelles aussi* ». Et d'une campagne sans enthousiasme, presque pour rien.

Son score (58,54 %), plus tenu qu'en 2017 – il avait obtenu 66,10 % des suffrages –, réduit ses marges de manœuvre. Certes, quelques proches s'ébahissent de l'exploit de sa réélection, comme on le ferait d'une performance sportive. Il est le premier président sortant à l'emporter hors période de cohabitation sous la V^e République depuis Charles de Gaulle, en 1965. « *J'ai la conviction que ses qualités personnelles et celles de son projet répondent aux exigences des défis de notre temps* », s'est félicité le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, partageant sa « *profonde joie* » sur Twitter. Mais Emmanuel Macron sait qu'il doit jouer la partition de la gravité face aux « *années à venir* », qui, « *à coup sûr, ne seront pas tranquilles* ». « *La France est traversée par une crise forte* », a convenu le premier ministre, Jean Castex.

Le taux d'abstention (28,01 %), d'abord, vient tutoyer un record établi de longue date, qui remonte au second tour de l'élection présidentielle de 1969 (31,15 %). Ce dernier opposait alors deux candidats de droite, Georges Pompidou et Alain Poher. « *Bonnet blanc et blanc bonnet* », dénonçait le communiste Jacques Duclos pour rejeter d'un même mouvement les deux prétendants à l'Elysée. « *Ni Macron ni Le Pen* », ont assimilé, quant à eux, dimanche, une partie des électeurs, en écho au slogan lancé par certains étudiants durant l'entre-deux-tours. La réédition du duel entre le candidat de La République en marche

(LRM) et la candidate du Rassemblement national (RN) a ébranlé comme jamais le front républicain contre l'extrême droite.

La fille de Jean-Marie Le Pen, qui avait obtenu 33,90 % des voix il y a cinq ans, dépasse pour la première fois la barre des 40 % des suffrages. Un constat d'échec pour Emmanuel Macron, qui assurait, au soir de sa précédente victoire, le 7 mai 2017, vouloir faire en sorte que les Français « *n'aient plus aucune raison de voter pour les extrêmes* ». « *Ce soir, ce n'est pas la liesse. Il y a à la fois la joie d'avoir gagné et la gravité de voir que Marine Le Pen a progressé entre 2017 et 2022* », assume le ministre de l'économie et des finances, Bruno Le Maire.

« NOUS DEVONS RESTER HUMBLÉS »

Alors, le président réélu promet une « *ère nouvelle* », qui « *ne sera pas la continuité du quinquennat qui s'achève* ». Il a, dit-il, entendu le message des Français, devenant le « *dépositaire des divisions qui se sont exprimées et des différences, en veillant chaque jour au respect de chacun* ». Qu'ils aient voté pour lui par adhésion ou par défaut ; qu'ils se soient abstenus ou aient soutenu son adversaire. Avec la nécessité d'entendre le message adressé par la gauche. Selon un sondage Ipsos-Sopra Steria, 42 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon au premier tour se sont reportés sur le président sortant. Ils ne seraient que 17 % à avoir fait le choix de Marine Le Pen. « *Nous devons rester humbles et modestes. Il y a ceux qui, comme moi, ont voté pour le meilleur, mais aussi d'autres qui ont voté contre le pire, nous ne devons pas l'oublier* », souligne François Patriat, sénateur (LRM) de Côte-d'Or.

Et maintenant ? Comment réunir une France scindée en deux sans se figer dans l'immobilisme d'un Jacques Chirac au lendemain de sa victoire face à Jean-Marie Le Pen en 2002 ? Comment faire « *advenir* » un projet qu'Emmanuel Macron veut « *humainiste* », « *républicain* », « *social* », « *écologique* », « *fondé sur le travail et la création* », et qui vise à promouvoir « *l'indépendance de notre pays* » tout en valorisant l'Europe ? Comment s'adresser à des départements d'outre-mer qui, comme aux Antilles ou en Guyane, ont offert à Marine Le Pen plus de 60 % de leurs suffrages ?

**ET MAINTENANT ?
COMMENT RÉUNIR
UNE FRANCE
SCINDÉE EN DEUX
SANS SE FIGER DANS
L'IMMOBILISME D'UN
JACQUES CHIRAC,
AU LENDEMAIN
DE SA VICTOIRE
FACE À JEAN-MARIE
LE PEN EN 2002 ?**

Au cours de sa campagne, le président de la République a assuré ne pas croire à la théorie des cent jours, qui le verrait vivre un état de grâce à partir du 25 avril, sans rencontrer d'oppositions. Au sein du gouvernement, au contraire, certains ministres craignent la virulence d'un éventuel troisième tour social, qui verrait la gauche radicale gagner la rue contre le projet de report à 65 ans de l'âge légal de départ à la retraite.

Dès dimanche soir, des manifestations antifascistes et anticapitalistes, marquées par des violences mais vite dispersées, tonnaient dans plusieurs villes françaises aux cris de « *Macron dégage !* ». Une contestation sur laquelle compte s'appuyer le chef de file de La France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon, en vue des élections législatives, les 12 et 19 juin, dans le but d'imposer une hypothétique cohabitation au locataire de l'Elysée. « *Entrez dans l'action, franchement* », a demandé le député des Bouches-du-Rhône à ses militants, dimanche soir.

RECOMPOSITION DE LA SCÈNE POLITIQUE

Dans la perspective de ce nouveau scrutin, Emmanuel Macron doit réunir son camp afin d'obtenir une majorité stable, alors qu'apparaissent les risques de division entre les différentes sensibilités qui composent sa base, d'Edouard Philippe aux partisans d'un tournant social et écologiste. Le scénario d'un parti unique, dessiné par M. Macron au soir du premier tour, semble déjà enterré face aux oppositions du maire du Havre, mais aussi du président du MoDem, François Bayrou.

En attendant cette échéance, Emmanuel Macron va s'atteler à la composition d'un nouveau gouvernement. Jean Castex restera en poste au moins jusqu'au 1^{er} mai, en vue d'assurer « *une gestion des affaires courantes très réactive* », a-t-il prévenu. Un conseil des ministres est prévu mercredi avec l'équipe actuelle. Les noms des ministres Julien Denormandie et Elisabeth Borne circulent pour remplacer l'actuel chef du gouvernement, même si le président de la République, explique son entourage, pourrait promouvoir à la place un élu local afin d'incarner sa « *méthode nouvelle* » de gouvernement, fondée sur la concertation au plus près du terrain.

Le locataire de l'Elysée a projeté de faire adopter « *dès cet été une loi exceptionnelle pour le pouvoir d'achat* ». Le dossier des retraites, lui, pourrait être lancé seulement à l'automne, afin de ne pas brusquer le corps social. M. Macron a promis d'entendre les partenaires sociaux, qui se sont sentis mis de côté durant son premier quinquennat.

Malgré une campagne de second tour ratée, qui ne l'a pas vue engranger tous les reports de voix auxquels elle pouvait prétendre, Marine Le Pen a beau jeu, de son côté, de faire valoir à ses contempteurs qu'elle ne cesse de progresser de scrutin en scrutin, parlant même d'une « *victoire éclatante* ». « *Les idées que nous représentons arrivent à des sommets* », a-t-elle estimé, dimanche soir, semblant ignorer les critiques d'Eric Zemmour, son concurrent au sein de l'extrême droite. « *C'est la huitième fois que la défaite frappe le nom de Le Pen* », a cinglé l'ancien journaliste. « *Je poursuivrai mon engagement pour la France et les Français* », a prévenu la députée du Pas-de-Calais. A 53 ans, cette dernière vient d'achever sa troisième campagne présidentielle. Son père, lui, en a cumulé cinq.

La recomposition de la scène politique entre les trois pôles issus du premier tour – incarnés respectivement par Marine Le Pen, Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon – peut désormais trouver une traduction concrète dans les mois à venir. Dans les faits, seul le chef de l'Etat ne pourra pas être à nouveau candidat en 2027, car il est limité à deux mandats par la Constitution.

La lutte pour sa succession est désormais ouverte au sein de son camp. Mais il sera aussi de sa responsabilité de parvenir à endiguer la poussée continue de l'extrême droite. Le bloc contestataire, entre le RN, LFI et l'abstention, n'a jamais été aussi fort. Au Champ-de-Mars, Aymen Zohry, étudiant à la Sorbonne et « *marcheur* » depuis 2016, s'interroge : « *Même si on a gagné, on s'inquiète : comment faire pour vaincre l'extrême droite en 2027 ? En marche !* » existera-t-il encore après Macron ? « *Le coup passa si près que le chapeau tomba* », écrit Victor Hugo dans son poème *Après la bataille*. Gare à ce que la tête ne soit pas emportée, la prochaine fois. ■

OLIVIER FAYE ET CLAIRE GATINOIS

Quel programme pour le chef de l'Etat après sa réélection ?

Cérémonie d'investiture, nouveau gouvernement, législatives... L'exécutif va devoir vite s'organiser avant d'attaquer les réformes

La victoire, et après ? Réélu à l'Elysée avec 58,54 % des voix face à Marine Le Pen, dimanche 24 avril, Emmanuel Macron va désormais pouvoir se projeter vers les cinq années à venir, en traversant deux grandes séquences. Une première, institutionnelle, afin d'entériner sa reconduction et peaufiner la constitution de sa nouvelle équipe, va démarrer au lendemain du scrutin présidentiel ; la seconde, plus politique, débutera après les élections législatives des 12 et 19 juin, avec le lancement des premiers chantiers de réforme.

S'il est le premier président de la V^e République réélu hors période de cohabitation, Emmanuel Macron ne sera pas le premier président sortant à commencer un nouveau mandat. Comme ce fut le cas pour François Mitterrand en 1988 et Jacques Chirac en 2002, il n'y aura pas de cérémonie de passation de pouvoir mais une cérémonie d'investiture, qui doit marquer le début du nouveau quinquennat. Celle-ci aura lieu entre la proclamation officielle des résultats par le Conseil constitutionnel, prévue mercredi 27 avril (ou le lendemain), et la fin officielle du mandat de l'actuel président, le 13 mai.

Pas de grande mise en scène à prévoir sur le perron de l'Elysée et dans la cour d'honneur : M. Macron étant « reconduit dans ses fonctions », cette cérémonie d'investiture sera « réduite au minimum », indique le Conseil constitutionnel. Elle aura lieu dans la salle des fêtes du palais, avec notamment la proclamation des résultats de l'élection par le président de cette institution, Laurent Fabius, puis l'allocution du chef de l'Etat. Dans la foulée, comme il y a cinq ans, les premiers déplacements de M. Macron l'amèneront à rendre visite à des soldats blessés en opération, puis à rencontrer le chancelier allemand, Olaf Scholz, à Berlin. Un geste symbolique, afin d'incarner la solidité du couple franco-allemand.

Denormandie ou Borne

Le choix d'un nouveau premier ministre, qui prendra la suite de Jean Castex à Matignon, devrait être rendu public à partir du lundi 2 mai. Mais pas avant. « Si les Français et les Françaises me font confiance, Jean Castex sera toujours à mes côtés la semaine prochaine », avait prévenu M. Macron le 22 avril, à Figeac, dans le Lot, lors de son ultime déplacement de campagne. Pas question de débarquer

trop vite ce fidèle serviteur, alors que la semaine à venir sera « une semaine de transition ». « Il faut de la continuité » au sommet de l'Etat et « une gestion des affaires courantes très réactive », a souligné le locataire de l'Elysée.

Estimant « qu'une impulsion nouvelle » doit « être trouvée », M. Castex a déjà prévenu qu'il présenterait sa démission et celle de son gouvernement « dans les jours qui suivent » la réélection du président sortant. D'après l'entourage du premier ministre, cela devrait intervenir à partir de la fin de semaine, après la validation des résultats par le Conseil constitutionnel et la tenue d'un conseil des ministres, la veille. Début mai, le remplaçant de M. Castex devrait être nommé dans la foulée,

sans perdre de temps, afin de lui laisser le temps de mener la campagne des législatives.

Reste à désigner le nouveau premier ministre. Pour l'instant, les deux noms qui circulent avec le plus d'insistance sont ceux du ministre de l'Agriculture, Julien Denormandie, et de la ministre du travail, Elisabeth Borne. Tous deux ayant pour avantage d'être « des technocrates, qui connaissent bien l'appareil d'Etat », selon une source au sein de l'exécutif.

Consultations dès cette année

Mais si ces profils de premier ministre « collaborateur » ont le mérite, pour M. Macron, de lui laisser la prééminence, plusieurs conseillers du pouvoir jugent que le casting demeure ouvert, en dressant le portrait-robot de la cible idéale : de préférence une femme, qui connaît l'Etat, avec une expérience d'élue locale, capable d'apporter une plus-value à M. Macron, sans lui faire d'ombre, et disposant de l'autorité nécessaire pour s'imposer à la future majorité. « Pas simple de trouver le mouton à quatorze pattes ! », dit, avec le sourire, un proche de M. Macron. Une fois le locataire

LES PREMIERS CHANTIERS DE RÉFORME SERONT LANCÉS « DÈS CET ÉTÉ » AVEC, EN PRIORITÉ, « UN PAQUET POUVOIR D'ACHAT »

de Matignon désigné, le nouveau gouvernement pourrait alors être annoncé en deux temps : d'abord les ministres et ministres délégués ; puis les secrétaires d'Etat, après les législatives, pour « ajuster » la composition de l'équipe en fonction des résultats.

Les premiers chantiers de réforme seront alors lancés avec, en priorité, « un paquet pouvoir d'achat ». Comprenant une hausse des pensions de retraite, une revalorisation des « minima sociaux » et du traitement des fonctionnaires ou encore une nouvelle prime défiscalisée, cette loi doit être votée « dès cet été », a promis M. Macron. Avec, en outre, les mesures de lutte contre la hausse des prix de

l'énergie, qui devraient être prolongées. Quant à la réforme la plus sensible, celle des retraites, afin de reculer l'âge de départ à 65 ans de manière progressive, M. Macron souhaite la lancer « dès l'automne prochain » en privilégiant, au préalable, « la concertation avec les partenaires sociaux ».

En parallèle, il entend également lancer dès cette année les consultations dans plusieurs domaines : école, santé, autonomie, justice. Sans compter la convention citoyenne à mener sur la fin de vie ou la commission transpartisane, qu'il entend installer sur la réforme des institutions. « Cette ère nouvelle ne sera pas la continuité du quinquennat qui s'achève mais l'invention collective d'une méthode refondée », a affirmé M. Macron, dimanche soir, lors de son allocution après sa victoire. Une méthode de gouvernance plus participative, donc, afin de créer du consensus. Conscient du rejet qu'il suscite dans une large part de l'opinion, celui qui s'apprête à rester dix ans à la tête du pays cherche ainsi à trouver la bonne formule pour pouvoir continuer à réformer. Sans risquer les blocages. ■

ALEXANDRE LEMARIÉ



Devenons l'énergie qui change tout.

L'HYDROGÈNE : ENCORE UNE MAUVAISE NOUVELLE POUR LE CO₂.

Avec le Plan Hydrogène, EDF aide à l'accélération de la décarbonation des secteurs les plus émetteurs de CO₂.

LE PLAN HYDROGÈNE

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

EDF produit de l'hydrogène par l'électrolyse de l'eau alimentée par son électricité produite en France à 97% sans émissions directes de CO₂. Pour en savoir plus : edf.fr/hydrogene-bas-carbone



CHRONIQUE |

PAR SOLENN DE ROYER

Victoire politique, échec historique

C'est la première fois, depuis l'origine de la V^e République, qu'un président sortant est reconduit pour un second mandat, hors période de cohabitation. Elu il y a cinq ans, à moins de 40 ans, sans parti ni passé politique, Emmanuel Macron était déjà entré dans l'histoire. Avec cette nouvelle victoire (58,54 % des voix, 17 points devant Marine Le Pen), obtenue dimanche 24 avril au terme d'un quinquennat de crises, il vient parachever la recomposition du paysage politique, réalisant un incontestable exploit. « Ce que j'ai fait n'a jamais existé dans notre histoire politique contemporaine », se rengorgeait-il, le 17 mars, lors de la présentation de son projet. Mais cette performance politique, aussi spectaculaire soit-elle, porte aussi en son sein un échec historique. En 2017, Emmanuel Macron s'était engagé à ce qu'il n'y ait « plus aucune raison de voter pour les extrêmes » en 2022. Cinq ans plus tard, non seulement la candidate d'extrême droite est une nouvelle fois présente au second tour, mais elle a progressé de 7 points, recueillant 41,46 % des suffrages : un score « historique » ayant atteint des « sommets », a-t-elle vanté, dimanche soir, dans un discours aux airs de victoire.

Un pays plus fracturé que jamais
Triste anniversaire, vingt ans après le 21 avril 2002 ayant abouti à la victoire de Jacques Chirac sur Jean-Marie Le Pen, avec plus de 82 % des voix. « Macron peut garder la présidence, mais Le Pen a déjà gagné », résumait le *New York Times* avant le second tour. Au-delà du seul score du Rassemblement national, Emmanuel Macron se retrouve devant un mur de défiance et de radicalités,

le vote protestataire ayant totalisé 60 % des voix au premier tour.

L'abstention massive – un record depuis 1969 – est également un sujet d'inquiétude. « Je n'ai pas réussi à réconcilier les Français avec leurs dirigeants », avait-il confessé en 2018. A l'issue de son premier mandat, le pays semble plus fracturé que jamais : fractures générationnelles, territoriales et sociales, fractures de classes entre « France d'en haut » et « France d'en bas », dans un paysage politique atomisé. Elu clairement mais sans élan populaire ni liesse, à l'image de cette étrange soirée du Champ-de-Mars, Emmanuel Macron devra tenir compte de cette nouvelle donne. « Ma responsabilité est de répondre avec efficacité aux colères qui se sont exprimées », a-t-il lancé, dimanche, promettant une « méthode refondée ». A plusieurs reprises au cours de son quinquennat, lui qui s'est vu reprocher une gouvernance solitaire et verticale, tout comme une forme de cynisme politique, a fait des mea culpa, promettant – souvent – que « plus rien » ne serait « comme avant ».

Le choix, pour fêter la victoire, du Champ-de-Mars – « qui par son nom romain (Mars est le dieu de la guerre) fait écho à l'un des visages de Macron, celui de Jupiter », comme le note le philosophe Jérôme Batout, mais qui est aussi le lieu de la Fête de la Fédération, le 14 juillet 1790, « l'un des grands moments d'unité du pays » – laisse symboliquement ouvertes deux options. Le président réélu devra trancher. Ses soutiens sont nombreux à lui conseiller de poser très vite des gestes forts, notamment sur le plan institutionnel, afin de tenter d'apaiser et de rassembler, de colmater les brèches d'un système français épuisé. ■

Macron, de la « révolution » à la continuité

Le chef de l'Etat doit sa réélection d'abord à une recherche de stabilité et au rejet de l'extrême droite

L'enthousiasme du public n'était déjà pas très éloquent. Mais, là, Emmanuel Macron vient carrément de jeter un froid. « Je vais vous avouer quelque chose : je n'ai aucune envie de faire cinq ans de plus », lance le chef de l'Etat à ses partisans, réunis à Marseille, samedi 16 avril. Comment ? Le candidat s'apprêterait à renoncer, à seulement huit jours du second tour de l'élection présidentielle ? Non. Il a simplement raté son effet de manche. « Je ne veux pas les faire en plus : je veux complètement refonder, je veux que ce soient cinq années de renouvellement complet », explique-t-il. Ce qui se joue le 24 avril, ce qui se jouera derrière ne doit pas être une reconduction, une continuation, mais bien une réinvention, une nouvelle ambition. « Et un ! Et deux ! Et cinq ans de plus ! », lancent quelques étourdis pour se réchauffer le cœur.

Le slogan, que La République en marche (LRM) est allée chercher aux Etats-Unis – « Four more years ! », scandent les soutiens des présidents américains –, agace à l'Elysée. Il fait « installé », conservateur. Il ne colle pas au récit d'un homme qui se présente, malgré ses dix années au sommet de l'Etat – comme collaborateur de François Hollande, ministre de l'Economie, puis président de la République –, en adversaire du « système ». Pourtant, la réélection de M. Macron, dimanche 24 avril, avec 58,54 % des voix face à Marine Le Pen, ne doit pas grand-chose aux promesses de « révolution » lancées en 2017, évanouies de longue date. Cette victoire – une première pour un président sortant, hors période de cohabitation, depuis Charles de Gaulle – tient plutôt à une recherche de statu quo.

Pour comprendre la nature d'un personnage politique, il vaut mieux se référer à ce que disent de lui ses électeurs ou ses soutiens. Fin février, lorsque l'ancien ministre socialiste Jean-Pierre Chevènement appelle les Français à réélire le chef de l'Etat, c'est au nom de son « expérience, dont nul autre ne peut se prévaloir », mais aussi de sa gestion de l'épidémie de Covid-19, qu'il « a contenue aussi efficacement que possible ». Quelques jours plus tard, l'ex-premier ministre Jean-Pierre Raffarin reprend les mêmes arguments, et ajoute que « la situation internationale particulièrement menaçante », avec la guerre en Ukraine, impose de la stabilité. En clair, d'accorder sa confiance à un solide gestionnaire. Contrairement à ce qu'il espérait, M. Macron a marqué les esprits par sa capacité à encaisser les crises plus qu'à réformer le pays.

« Face à l'imprévisible, vous avez une certaine idée de la manière dont je me comporte », vante celui qui s'est campé, ces dernières semaines, en figure rassurante. Jusqu'au bout, il aura résumé le second tour à un référendum entre la continuité macronienne (sur l'Europe, la République, l'environnement) et le saut dans le vide lepéniste. Sans vraiment chercher à susciter le désir sur son projet. Ses électeurs le plébiscitent pour deux raisons principales : la confiance qu'il suscite (36 %) et la logique de barrage à l'extrême droite (39 %). Ses idées ne mobilisent que 25 %



Emmanuel Macron, dans son bureau de vote du Touquet (Pas-de-Calais), le 24 avril.

JEAN-CLAUDE COUTASSE POUR LE MONDE

de ses soutiens, selon l'enquête Ipsos-Sopra Steria pour *Le Monde* publiée le 20 avril. M^{me} Le Pen, elle, capte 42 % de son électorat sur l'adhésion à son idéologie.

La campagne d'Emmanuel Macron s'est inscrite dans cette froide réalité, loin de l'espérance soulevée par sa précédente candidature. Le « progressisme » d'alors s'est heurté aux « limites » d'un monde en proie aux crises et à la peur, reconnaît l'intéressé, qui emprunte là au vocabulaire des conservateurs. « Le progressisme brandi comme étendard peut parfois apparaître comme une fuite en avant sans borne, comme une déposssession de ce qui est. Or, les sociétés occidentales ne veulent pas de cela, être dépossédées », souligne-t-il dans *Le Point*, le 12 avril.

« La société s'est droitisée »

Il préfère désormais parler de « progrès du quotidien ». Plus vague, plus attrape-tout. La haine ressentie au Puy-en-Velay, en décembre 2018, de la part de « gilets jaunes » qui le poursuivaient de leur vindicte, a marqué un tournant. Tout le monde ne court pas après l'horizon du changement, souligne-t-on au sommet de l'Etat. « La réélection d'Emmanuel Macron s'est construite sur sa crédibilité, dans un moment de gravité, avec l'idée qu'il est sérieux et compétent, convient le secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Clément Beaune. C'est plus compliqué d'être un entrepreneur politique quand vous êtes président sortant. Nous ne sommes plus dans le même univers qu'en 2016-2017, mais l'entre-deux-tours a montré qu'on pouvait et devait garder l'énergie du changement. »

Comme il ne faut pas désespérer les « marcheurs » de la première heure et leur ambition réformatrice, le président candidat a promis d'épicer le plat. Son programme, tel que présenté mi-mars, fait la part belle aux mesures étiquetées à droite : réforme des droits de succession, durcissement des conditions du droit d'asile, conditionnement du versement du RSA à « l'obligation

de consacrer quinze à vingt heures par semaine » à une activité facilitant l'insertion professionnelle...

Surtout, il propose de reporter à 65 ans l'âge de la retraite, et non 64 ans, comme s'y attendaient les plus réformateurs de son entourage. Un choix « raide », regrette un ministre, dicté par la « griserie de sondages » qui plaçaient Macron au-dessus de 30 % d'intentions de vote au premier tour. Le secrétaire général de l'Elysée, Alexis Kohler, obsédé du sérieux budgétaire, estime toujours que la société est prête à accepter un tel virage. Son « influence technocratique », grince un ténor de la majorité, a rarement été autant décriée.

Au soir du premier tour, Emmanuel Macron a avalé tout cru la candidature du parti Les Républicains (LR), Valérie Pécresse, qu'il remplace dans les bastions traditionnels de la droite. « La société s'est droitisée, Emmanuel Macron aussi, dans le bon sens du terme. Il a repris deux tiers des idées de la droite, elles vont continuer à vivre sans LR », applaudit l'ex-ministre sarkozyste Eric Woerth, qui l'a rejoint au cours de la campagne. La percée de Jean-Luc Mélenchon (21,95 %) a néanmoins contraint le chef de l'Etat à un coup de barre à gauche le momentané. Il a promis d'accélérer sur la transition écologique, et mis en avant les mesures sociales de son programme, comme le versement à la source des aides. Mais aussi de prendre son temps pour repousser l'âge de départ à la retraite, qui ne sera porté à 65 ans, jure-t-il, qu'en 2031. L'heure n'est pas à faire « tourner » le système, mais à rassembler.

Le mouvement dégauchiste de 2017, marqué par l'émergence d'élus issus de la société civile – « soyez fiers d'être des amateurs », leur lançait M. Macron –, a été supplanté par une vague de ralliements de visages connus de longue date. De droite, en particulier.

Le 7 mars, le président de la région PACA, Renaud Muselier (ex-LR), se présente au siège de LRM pour une réunion de campagne autour du candidat. « C'est la première fois que je passe une porte

qui n'est pas la mienne, raconte ce chiraquien historique. Je tombe sur Hubert Falco [ex-LR, maire de Toulon], Christian Estrosi [ex-LR, maire de Nice], Natacha Bouchart [LR, maire de Calais], Caroline Cayeux [ex-LR, maire de Beauvais], Edouard Philippe [ancien premier ministre]... On se retrouve, on est bien. Les « marcheurs », je voyais que c'était difficile pour eux. »

La famille macroniste réunit désormais, selon les mots utilisés par son chef sur France Inter, le 22 avril, « la social-démocratie en passant par l'écologie, le centre et une droite pour partie bonapartiste et pour une autre orléaniste ». Tout le camp des modérés, en somme. Même si l'équilibre est plus difficile à réaliser à gauche. La maire de Strasbourg, l'écologiste Jeanne Barseghian, et le maire de Marseille, le socialiste Benoît Payan, ont refusé de venir introduire les meetings du président candidat durant l'entre-deux-tours.

Malaise démocratique

Deux flotteurs de taille quasiment équivalente le bordent maintenant de chaque côté : une extrême droite en dynamique et une gauche radicale en quête d'hégémonie. « Macron seul face au peuple, avec un parti sans racines politiques et idéologiques, dans un contexte d'abstention record... Il faut faire attention, prévient l'ex-premier ministre, Manuel Valls. L'opposition progressiste contre nationaliste est dangereuse, elle place le bloc national-populiste comme la seule alternative crédible. »

Les « raisonnables », comme dit une ministre, sont pris en tenailles. Faut-il y voir la conséquence des promesses non tenues de M. Macron en matière de renouvellement des pratiques politiques ? En 2017, ce dernier avait accompagné le rejet des vieux partis en projetant une démocratie plus ouverte et à l'écoute des citoyens. « Je n'ai pas révolutionné l'exercice du pouvoir présidentiel », reconnaît-il, cinq ans plus tard. Le jeune président s'est vite habillé de l'autorité de la fonction, gagnant un surnom – Jupiter – dont il n'a

« C'EST PLUS COMPLIQUÉ D'ÊTRE UN ENTREPRENEUR POLITIQUE QUAND VOUS ÊTES PRÉSIDENT SORTANT »

CLÉMENT BEAUNE
secrétaire d'Etat aux affaires européennes

pas réussi à se défaire. La monarchie présidentielle a repris de sa superbe sous son règne. « Est-ce que le préfet me salue ? », demande-t-il parfois à ceux qui l'accompagnent lorsque son hélicoptère décolle, laissant le représentant de l'Etat sur le Tarmac. Le pouvoir isole. « Ils ne sont pas d'accord avec toi et ne te le disent pas », lui signale un jour son ami l'animateur télé Stéphane Bern. « Je sais. Ils me font passer pour un dictateur », s'agace Emmanuel Macron. La peur du déclin, pendant ce temps-là, ronge une partie des âmes du pays. Le 12 avril, à Mulhouse (Haut-Rhin), un aide-soignant interpelle le président. « Il y a trente ans, les autres pays nous regardaient comme ça », lance l'homme en levant les yeux au ciel, avant de soupirer : « Maintenant, ils nous regardent comme ça. » Son regard fixe ses chaussures.

« Avec vous », la campagne visait à présenter le candidat au contact de ses concitoyens, et ainsi gommer son image d'arrogance. Dix fois, son entourage lui a répété qu'il devait écouter les Français rencontrés sur le terrain plutôt que de chercher à remporter le débat engagé avec eux. Dix fois, Emmanuel Macron a mené ces échanges en essayant de convaincre à tout prix son interlocuteur. Difficile de contenir sa nature.

En décembre 2021, le chef de l'Etat assurait, sur TF1, avoir appris à « mieux aimer » ses compatriotes. Puis, en janvier, il lâchait dans un entretien au *Parisien* vouloir « emmerder » les non-vaccinés. Inquiet de sa propre saillie, il

bombardera de SMS ses proches qui se rendront ce soir-là sur les plateaux de télévision pour tenter de circonscrire l'incendie.

Comme au lendemain de la crise des « gilets jaunes », Emmanuel Macron a promis une « méthode nouvelle » de gouvernement, basée sur l'écoute et un « grand débat permanent ». Les retraites, l'éducation, les institutions, la santé, pourraient être concernées par ces concertations. Une réponse au malaise démocratique plus réaliste, juge-t-il, qu'une réforme des institutions longue et incertaine. « Quand la violence avance, c'est que la politique recule. Il faut remettre de la politique », approuve Jean-Pierre Raffarin.

Mais combien de temps cet engagement tiendra-t-il ? La Macronie estime être née sur les décombres des corps intermédiaires ; ce n'est pas à elle, plaident ses têtes pensantes, de les ressusciter. « Est-ce que je peux vous dire que je serai complètement le même dans deux ans ou trois ans ? Toutes et tous nous sommes forgés par les événements, nous changeons à leur épreuve », a reconnu Emmanuel Macron dans un sourire, le 17 mars, lors de la conférence de presse de présentation de son programme. « Se laisser porter par les événements, c'est une prise de risque », prévient le sénateur de Vendée, Bruno Retailleau (LR). Si la rivière se détourne, vous n'avez plus le temps d'éviter l'arbre. »

Face à l'imprévisible, Emmanuel Macron n'a qu'une certitude : son parcours de président de la République doit s'achever en mai 2027. Ainsi le veut la Constitution. Sa succession est désormais ouverte. « Ton avenir s'est déjà mis en marche ; il porte une épée dans la main, souffle le prophète Samuel au vieux roi Saül, dans la pièce du même nom d'André Gide. Tu peux tuer ceux qui le regardent, mais tu ne l'empêcheras pas d'avancer. » Tout juste essayer de le diriger. Avec un objectif : ne pas rester dans l'histoire comme le marchepied d'une possible victoire de l'extrême droite. ■

OLIVIER FAYE

LE MOUVEMENT DÉGAUCHISTE DE 2017 A ÉTÉ SUPPLANTÉ PAR UNE VAGUE DE RALLIEMENTS DE VISAGES CONNUS DE LONGUE DATE

Une fête expédiée au Champ-de-Mars

Moins de 3 000 soutiens ont assisté à la courte soirée donnée en l'honneur d'Emmanuel Macron, dans une ambiance sage

Il est 21 h 30, au Champ-de-Mars, quand retentit l'ode annonçant l'arrivée du vainqueur : *L'Hymne à la joie*, de Beethoven, le symbole de l'Europe. Un petit groupe remonte durant une centaine de mètres la prairie jusqu'au podium, dos à la tour Eiffel, où moins de trois mille soutiens d'Emmanuel Macron patientent. Est-ce parce que son succès n'est pas celui de 2017 qu'il s'est souvenu des critiques sur sa pratique solitaire du pouvoir ? Le président réélu n'arrive pas seul, ce dimanche 24 avril, comme cinq ans plus tôt au Louvre. Il tient la main de sa femme, Brigitte, et avance au milieu d'une vingtaine d'enfants, « ceux de personnes engagées dans la campagne, de collaborateurs, de bénévoles... », précise son service de presse. Un cortège pas très rassuré et un peu clairsemé, comme un spectacle qui manquerait de moyens ou de figurants.

Cette victoire sur l'extrême droite, en pleine guerre entre la Russie et l'Ukraine, elle est aussi pour les fans d'Emmanuel Macron par-delà les frontières, plus fervents et moins ingrats que les électeurs français, juge sans doute le président. Parmi les 1200 journalistes accrédités pour ce second tour de l'élection présidentielle, la moitié d'ailleurs sont étrangers. Et tandis que ses adversaires tiennent, dès l'annonce de sa réélection, des mots durs contre le chef de l'Etat, l'Europe le félicite en chœur : la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le président allemand, Frank-Walter Steinmeier, le premier ministre grec, mais aussi le président lituanien et la première ministre estonienne, sans oublier le chaleureux message venu de Kiev : celui du président ukrainien Volodymyr Zelensky, heu-

reux de la réélection d'« un vrai ami de l'Ukraine ». Un concert de soulagement face à la menace Poutine, grand muet de la soirée.

Voilà enfin Emmanuel Macron devant l'estrade. Il était temps ! Une heure déjà qu'un DJ enthousiaste mais inconnu pousse ses platines pour tenter de faire danser les militants ou les invités du président. *One More Time* des Daft Punk, *The Wall* des Pink Floyd... Vanetty fait patienter le public de cette soirée électorale au grand air avec une playlist pour vacances insouciantes, mais peine à emballer des militants moins nombreux et passionnés que les plans serrés des caméras du candidat le laissent croire.

« Cinq ans d'plus »

En 2002, lors de sa réélection face à Jean-Marie Le Pen, Jacques Chirac avait choisi de prendre la parole place de la République, dans cet Est parisien réservé aux victoires de la gauche, devant une foule mélangée où se pressaient beaucoup d'immigrés, soulagés de la défaite écrasante de l'extrême droite. Sur le Champ-de-Mars, la petite troupe des Jeunes avec Macron qui reprend l'un des refrains des meetings de la campagne (« *Et un, et deux, et cinq ans d'plus* ») est bien plus homogène et sage. Les télédiffusent les quelques pas de danse esquissés par la ministre de la transition écologique, Barbara Pompili, et celui de la cohésion des territoires, Joël Giraud, mais l'allégresse semble forcée, et la gêne du secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes, Clément Beaune, n'est pas loin.

« J'ai conscience que ce vote m'engage pour les cinq années à venir. » En fond d'écran, Emmanuel Macron a choisi cette tour Eiffel connue de la planète entière. Il

prononce son discours pile devant : nul besoin de bandeaux ou de détours pour dire qu'on est en France, à Paris. Le président promet aussi une « ère nouvelle » et une « méthode refondée ». « Je sais que nombre de compatriotes ont voté pour moi non pour soutenir les idées que je porte, lance-t-il, mais pour faire barrage à celles de l'extrême droite. » Il répète : « Ce vote m'oblige. » C'était la formule utilisée par Jacques Chirac en 2002, qui avait poussé certains à rêver d'un rassemblement d'union nationale, avant que le gouvernement formé, les semaines suivantes, ne propose que des ministres UMP.

D'ordinaire, il est l'homme des discours-fleuves. Ce soir, Emmanuel Macron conclut le sien en quinze petites minutes. « Sobre », c'est le mot d'ordre choisi pour la soirée par l'Elysée. Pas de lyrisme dans sa voix ou ses propos – l'ex-candidat donne même parfois l'impression d'être venu remercier son équipe de campagne. Juste après lui, une mezzo-soprano entame une brève *Marseillaise*.

Dans le « carré VIP », Jean Castex écoute le président aux côtés de François Bayrou, d'Eric Dupond-Moretti et de Sylvie Kohler, l'épouse du secrétaire général de l'Elysée. A quelques pas de là, les ministres Jean-Michel Blanquer, Cédric O et Nadia Hai. Elisabeth Guigou et Jean-Pierre Raffarin sont présents, eux aussi, comme Edouard Philippe, relégué dans les derniers rangs de cette assistance choisie. Certains mauvais esprits

recensent les absents, mais Marlene Schiappa est en mission sur les plateaux télé et Gérald Darnaud a dû rester au ministère de l'intérieur car des manifestations ont démarré dans plusieurs villes.

A 22 heures, le Champ-de-Mars s'est déjà vidé, la cérémonie est, à son tour, expédiée, presque comme une formalité. A défaut de buffets, de « bulles » et de petits fours, les militants partagent un verre dans les brasseries alentour. Le président réélu a filé, lui,

D'ORDINAIRE, EMMANUEL MACRON EST L'HOMME DES DISCOURS-FLEUVES. CE SOIR, IL CONCLUT LE SIEN EN QUINZE PETITES MINUTES

se reposer avec sa femme et ses petits-enfants à la Lanterne, à Versailles. Même sous la verrière du jardin d'hiver de l'Elysée, où il a attendu les résultats avec ses collaborateurs et leur famille, Emmanuel Macron s'était abstenu de toute manifestation de joie. Lorsque son visage et son score sont apparus sur les écrans, à 20 heures, il est resté les bras croisés. Muet. ■

RAPHAËLE BACQUÉ ET ARIANE CHEMIN



Les soutiens d'Emmanuel Macron réunis au Champ-de-Mars, à Paris, le dimanche 24 avril. JEAN-CLAUDE COUTAUSSE POUR « LE MONDE »

« Ce vote m'oblige pour les années à venir »

Extrait du discours tenu par Emmanuel Macron au Champ-de-Mars, à Paris, dimanche 24 avril.

« Ce jour du 24 avril 2022, une majorité d'entre nous a fait le choix de me faire confiance pour présider notre République durant les cinq années à venir. Alors, je veux remercier l'ensemble des militants, des volontaires, des compagnons de route et des élus qui, depuis le début, m'accompagnent et ont rendu cette élection possible. Je sais que vous n'avez pas ménagé vos efforts et avez donné tant d'énergie, partagé tant de conviction. C'est en frappant au cœur que vient la vérité. Merci. Je sais ce que je vous dois. Je veux remercier l'ensemble des Françaises et des Français qui, au premier puis au deuxième tour, m'ont accordé leur confiance afin de faire advenir notre projet pour une France plus indépendante, pour une Europe plus forte. (...)

Je sais aussi que nombre de nos compatriotes ont voté ce

jour pour moi non pour soutenir les idées que je porte, mais pour faire barrage à celles de l'extrême droite. Je veux ici les remercier et leur dire que j'ai conscience que ce vote m'oblige pour les années à venir. Je suis dépositaire de leur sens du devoir, de leur attachement à la République et du respect des différences qui se sont exprimées ces dernières semaines. Je pense aussi à tous nos compatriotes qui se sont abstenus. Leur silence a signifié un refus de choisir auquel nous nous devons aussi de répondre. Je pense enfin à ceux qui ont voté pour M^{me} Le Pen, dont je sais la déception ce soir (sifflets). Non, ne sifflez personne. Depuis le début, je vous ai demandé de ne jamais siffler. Parce que dès à présent, je ne suis plus le candidat d'un camp, mais le président de toutes et tous. Et je sais que pour bon nombre de nos compatriotes qui ont choisi aujourd'hui l'extrême droite, la colère et les désaccords qui les ont conduits à voter pour ce

projet doivent aussi trouver une réponse. Ce sera ma responsabilité et celle de ceux qui m'entourent. Car le vote de ce jour nous impose de considérer toutes les difficultés des vies vécues et de répondre avec efficacité aux colères qui se sont exprimées aujourd'hui.

Mes chers compatriotes, aujourd'hui, vous avez fait le choix d'un projet humaniste ambitieux pour l'indépendance de notre pays, pour notre Europe, un projet républicain dans ses valeurs, un projet social et écologique, un projet fondé sur le travail et la création, un projet de libération de nos forces académiques, culturelles, entrepreneuriales. Ce projet ambitieux, je veux le porter avec force pour les années qui viennent, en étant dépositaire aussi des divisions qui se sont exprimées et des différences, en veillant chaque jour au respect de chacun et en continuant d'œuvrer à une société plus juste et à l'égalité entre les femmes et les hommes. (...) »



Une abstention proche des records

Sans atteindre le sommet de 1969, l'abstention enregistre encore une nette progression, à 28,01 %

Ce second tour de l'élection présidentielle proposait la même affiche qu'en 2017, ce que de nombreux électeurs consultés dans les enquêtes d'opinion disaient ne pas souhaiter. Pour autant, les comportements de l'électorat n'ont pas été similaires à ce qu'ils avaient été cinq ans plus tôt. Certes, l'abstention enregistre une nouvelle progression, passant de 25,44 % à 28,01 % lors de ce scrutin. Sans rejoindre toutefois le niveau du second tour de 1969, opposant Georges Pompidou à Alain Poher, où un pic historique de 31,1 % avait été atteint.

Cette abstention élevée obéit à plusieurs facteurs. Tout d'abord une campagne éclipsée par la crise sanitaire, puis par la guerre en Ukraine et une entrée en campagne tardive du chef de l'Etat. Ajoutés à cela, des mouvements protestataires dans les territoires d'outre-mer ou en Corse ont exacerbé la défiance vis-à-vis du système politique actuel et le sentiment de mépris des pouvoirs publics à l'égard de ces populations. Certains mouvements indépendantistes ont ainsi relayé des appels au boycott du scrutin présidentiel.

Les jeunes qui avaient exprimé au premier tour un vote protestataire sont les plus nombreux selon l'enquête Ipsos-Sopra Steria réalisée auprès de 4 000 personnes inscrites sur les listes électorales, interrogées du 21 au 23 avril, à avoir émis l'intention de s'abstenir au second tour. Le taux d'abstention chez les 18-24 ans était ainsi estimé à 41 %. Selon la même enquête, c'est chez les catégories populaires que ce taux d'abstention déclaré était le plus élevé, à 38 %. Et selon la sympathie partisane, les électeurs de La France insoumise étaient 43 % à vouloir s'abstenir.

C'est surtout en ce qui concerne les bulletins blancs ou nuls que la différence est la plus sensible. En 2017, 3 021 499 bulletins blancs et 1 064 225 nuls, soit un total de 4 085 724, avaient été comptabilisés, soit 11,5 % des votes. Cinq ans plus tard, ce nombre, même s'il reste important, est en nette diminution : 3 018 990 en cumulé blancs et nuls, soit 8,60 % des votants. Une diminution qui s'explique par un contexte où l'enjeu d'un sursaut républicain face au risque d'accession de l'extrême droite au pouvoir s'est imposé dans les derniers jours de la campagne.

Le spectre d'un accident électoral

En 2017, malgré la progression de Marine Le Pen au premier tour, peu de monde l'imaginait en capacité de l'emporter au second tour, nombre d'électeurs, notamment à gauche, ont manifesté leur non-choix par l'abstention mais aussi et surtout par le vote blanc ou nul, ne souhaitant pas ainsi se mêler d'un second tour, dans lequel ils ne se reconnaissaient pas.

Le résultat du premier tour lors duquel les trois candidats d'extrême droite ont rassemblé 32,3 % des suffrages exprimés a réveillé le spectre d'un accident électoral. Malgré les réticences d'une partie de l'électorat des diverses composantes de la gauche et même d'une partie de la droite à voter au second tour pour le président sortant, les appels se sont multipliés pour faire barrage à la candidate du Rassemblement national. Certains n'hésitant pas à comparer le vote blanc ou nul à un vote favorisant de facto Marine Le Pen.

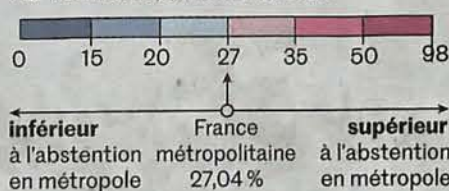
Bien que Jean-Luc Mélenchon, qui avait recueilli 21,95 % des voix au premier tour, se soit bien gardé d'appeler explicitement à voter pour le candidat de La République en marche, Emmanuel Macron, nombre de responsables politiques syndicaux et associatifs ont pris clairement position en ce sens. Ainsi fait notable parce qu'inédit, le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez s'est joint à son homologue de la CFDT Laurent Berger, pour rappeler que « le Rassemblement national est un danger pour les droits fondamentaux des citoyens et des travailleurs ».

Cette mobilisation des forces vives du pays à l'approche d'un scrutin aux contours inédits a fortement encouragé les électeurs indécis ou réticents à se déplacer pour aller voter, à faire avant tout un choix pour la préservation des institutions et des libertés publiques. Sans pour autant que cette volonté de faire barrage constitue un blanc-seing pour le président réélu. ■

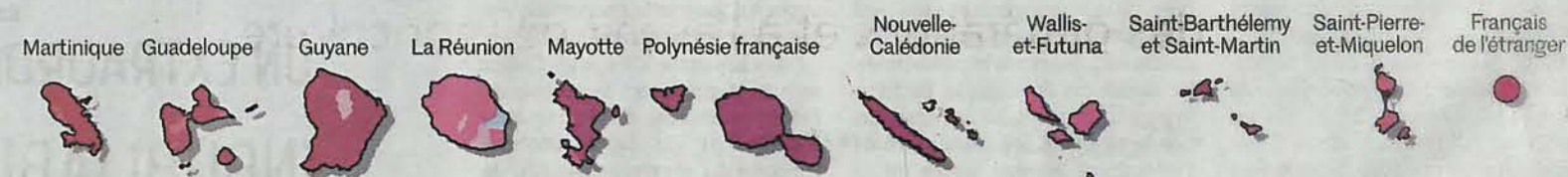
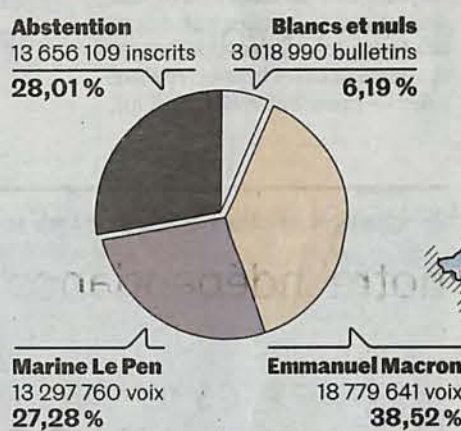
MARIAMA DARAME ET PATRICK ROGER

Taux d'abstention au second tour de l'élection présidentielle

Par commune, en % des inscrits



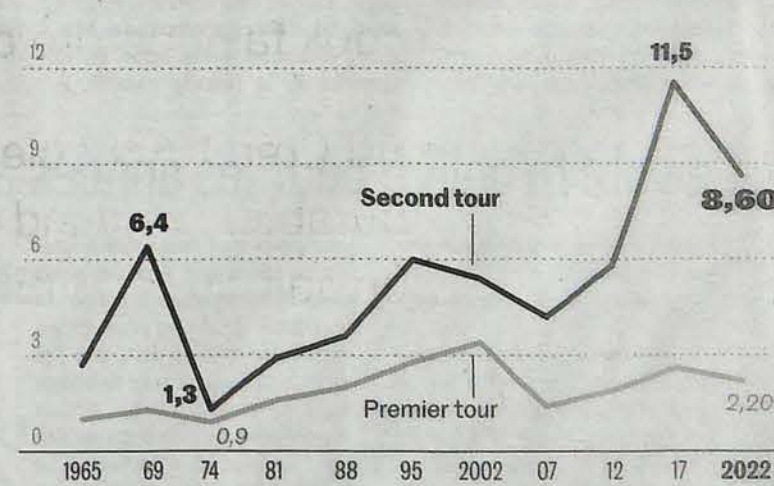
Résultat du second tour en % des inscrits



Taux d'abstention au premier et second tours des élections présidentielles depuis 1965, en % des inscrits



Taux de vote blanc et nul au premier et second tours des élections présidentielles depuis 1965, en % des votants



Taux d'abstention selon les intentions de vote avant le second tour de l'élection présidentielle, en % des inscrits



La mine sombre et les poings blancs, tant elle les serrait fort pour ne pas défaillir ; à 20 h 10, dimanche 24 avril, depuis l'ancien pavillon de chasse d'Armenonville, au bois de Boulogne, à Paris, Marine Le Pen a dit « respecter le sort des urnes », qui l'ont défaite à l'élection présidentielle. La candidate du Rassemblement national (RN) a perdu pour la troisième fois, obtenant 41,46 % des suffrages contre 58,54 % pour Emmanuel Macron ; un écart de 17 points. Quelques centaines de militants serrées entre les colonnades de la salle des fêtes l'ont applaudie en criant « Merci ! », devant environ 500 journalistes accrédités.

A rebours de la tradition républicaine, la candidate d'extrême droite n'a pas eu un mot pour saluer le vainqueur. Elle a d'emblée regretté qu'un « grand vent de liberté » n'ait pas soufflé et accusé son adversaire d'avoir mené « deux semaines de méthodes déloyales, brutales et violentes » contre elle. Loin d'un Nicolas Sarkozy qui, en 2012, avait apaisé ses partisans et « souhaité bonne chance au milieu des épreuves » à François Hollande, « car il y a quelque chose de beaucoup plus grand que nous, c'est notre pays, c'est notre patrie, c'est la France ». En 2007, Ségolène Royal avait elle-même souhaité au président Sarkozy « d'accomplir sa mission au service de tous les Français ». Dimanche, Emmanuel Macron, au Champ-de-Mars, a lui, salué les électeurs de Marine Le Pen, dont il a reconnu « la déception ce soir », en demandant à son public de ne pas la siffler.

Avec Marine Le Pen, l'extrême droite atteint un niveau inédit. Alors qu'elle avait obtenu 33,90 % des suffrages en 2017, elle progresse en cinq ans de plus de 7 points et récolte presque 13,3 millions de voix (contre 18,7 millions pour Macron et 15,4 millions de votes non exprimés). De quoi faire passer sa défaite pour un succès. Perdante, elle s'est félicitée d'une « éclatante victoire », à la manière d'autres victoires en 2007. « Les idées que nous représentons arrivent à des sommets, a-t-elle estimé, et des millions de nos compatriotes ont fait le choix du camp national et du changement ».

« Le système a la vie dure »

La représentante du RN a engrangé d'indéniables succès. Elle est parvenue, en jouant sur la défiance des antivaccins, à conquérir les Antilles et la Guyane dans une parfaite inversion du rapport de force avec Macron en 2017 : elle a récolté 69,60 % en Guadeloupe (contre 24,87 % il y a cinq ans), 60,87 % en Martinique (contre 22,45 %), 60,70 % en Guyane (contre 35,11 % en 2017). Celle qui se proclame porte-voix de la « France des oubliés » est aussi arrivée en tête dans 30 départements de métropole, dont l'Oise, la Somme, les Vosges, la Meuse, les Pyrénées-Orientales, le Gard, le Var ou le Vaucluse, contre les seuls Pas-de-Calais et Aisne en 2017.

Pour expliquer son échec, Marine Le Pen a accusé le camp adverse. Elle et ses proches ont été démontés par la vigueur d'un front républicain ressuscité. Durant deux semaines, ils ont décrié la « violence » d'une « rediabolisation », jusqu'à la harangue populiste la plus radicale lancée depuis Arras, dans un sursaut, trois jours avant le second tour.

Dimanche, ce refrain se jouait en écho. « Le système a la vie dure », a

**« MILLE FOIS
L'HISTOIRE A DONNÉ
TORT À CEUX QUI
PRÉVOYAIENT OU
ESPÉRAIENT NOTRE
DISPARITION »**

MARINE LE PEN
candidate du RN



Marine Le Pen, avant son discours reconnaissant sa défaite à l'élection présidentielle, à Paris, le 24 avril.

ACHES DHERBEYS/MIYOP POUR LE MONDE

Pour Marine Le Pen, un nouvel échec malgré un score inédit

La candidate du RN n'est pas parvenue à accéder à l'Élysée avec 41,46 % des suffrages, mais elle conduit l'extrême droite à un niveau sans précédent lors d'une présidentielle

regretté l'eurodéputé André Rougé, député. « Le système est puissant », commentait Renaud Labaye, directeur de cabinet de la candidate. « C'est à cause du matraquage, on nous a expliqué que la terre allait s'arrêter de tourner », a encore soupiré l'eurodéputé Thierry Mariani, en critiquant « la victoire de la peur ». Dans sa loge, juste après 20 heures, Marine Le Pen a réconforté son premier cercle : « On n'a rien à se reprocher, on n'a pas à rougir ».

Reste que la leader populiste a raté la marche du pouvoir, malgré sa normalisation apparente. Elle avait pourtant bénéficié d'une divine surprise, la candidature d'Eric Zemmour, qui la présentait comme moins radicale. « Ne faisant rien, elle est très populaire », disait Jean-Marie Le Pen de sa petite-fille, Marion Maréchal. Le compliment pouvait s'étendre à Marine Le Pen, dont la prudence est devenue paralysie après le premier tour.

Pirouettes inattendues

Dès le lendemain du 10 avril, sa campagne a déraillé. Contrairement à 2017, où elle avait continué à progresser jusqu'au débat raté, la candidate de 53 ans, qui jouissait d'une dynamique favorable, s'est vite effondrée, faute de s'imposer. Alors que son conseiller Philippe Olivier imaginait, avant la campagne, qu'il « faudrait du spectacle », la députée du Pas-de-Calais n'a pas pris l'initiative d'un « moment Whirlpool », cette visite surprise devant l'usine menacée de délocalisation, à Amiens, en avril 2017, par laquelle elle avait pris Emmanuel Macron de court.

Sans proposition nouvelle, elle a opéré des pirouettes inattendues, sur le voile islamique ou sur les éoliennes, qui ont fini de brouiller sa ligne. Alors qu'elle

voulait amadouer les électeurs de Jean-Luc Mélenchon, elle a maladroitement accusé le leader des « insoumis » de « trahison » en le jugeant « plus proche d'Emmanuel Macron qu'il y a cinq ans ». Après une campagne sur la proximité, elle a davantage misé sur la crédibilité et trébuché, tantôt en clamant qu'elle triait les journalistes, tantôt en affichant sa ligne prorusse et en exfiltrant violemment une manifestante.

Dans cet entre-deux-tours complexé, Marine Le Pen a tenté de défier Emmanuel Macron sur son propre terrain, jusqu'au débat télévisé joué sur la technicité et la compétence. Elle en a oublié ses atouts. Dans l'inconfort d'un grand écart entre les voix d'Eric Zemmour et celles de Jean-Luc

Mélenchon, elle n'est allée ni au bout de sa dédramatisation, en conservant un projet d'extrême droite, qu'elle a eu peine à assumer, ni au bout de son identité populiste, alors qu'elle voulait agréger les colères pour bâtir un « front anti-Macron ».

Nouveau cap

Dimanche, elle a néanmoins vu dans son score « une forme d'espérance », puisqu'il serait « le témoignage d'une grande défiance du peuple français ». Une défiance qui lui permet de se réaffirmer principale opposante du chef de l'État. « Les Français manifestent ce soir le souhait d'un contre-pouvoir fort à celui d'Emmanuel Macron », a-t-elle insisté, en se projetant comme la cheffe d'« une opposition » active

sur le pouvoir d'achat, la retraite, l'insécurité ou l'immigration.

Alors qu'elle avait laissé entendre qu'elle engageait sa troisième et dernière tentative d'atteindre le pouvoir, Marine Le Pen a annoncé qu'elle ne quittait pas la scène. « Plus que jamais, je poursuivrai mon engagement pour la France et les Français », a promis la candidate, longuement acclamée. Avec un nouveau cap : « la grande bataille électorale des législatives », qu'elle mènera avec son plus fidèle soldat, Jordan Bardella.

Se projeter, c'est devancer les critiques déjà affûtées dans le camp nationaliste. « Enterrés, nous l'avons été mille fois, et mille fois l'histoire a donné tort à ceux qui prévoyaient ou espéraient notre disparition », a prévenu l'ex-cheffe

du Front national, tandis que Zemmour prenait la parole pour enfoncer : « C'est la huitième fois que la défaite frappe le nom de Le Pen ».

Le maire de Béziers (Hérault), Robert Ménard, soutien officiel de la candidate, se faisait quant à lui sévère sur TF1 : « On paye un point de vue qui n'a pas de sens sur l'Europe. Elle n'est pas capable d'aller plus loin pour dire oui, on défend l'Europe, même si on veut la réformer. Sur l'économie, on a fait la course après Mélenchon, on en arrive à dire n'importe quoi. Sur l'Ukraine, oui il y a eu un tropisme prorusse ».

Au bout du marathon électoral qu'elle nommait « ma campagne », Marine Le Pen apparaît plus seule que jamais pour affronter les lendemains de la défaite. ■

IVANNE TRIPPENBACH

Eric Zemmour appelle à l'union pour sauver son parti

ÉRIC ZEMMOUR A LANCÉ, dimanche 24 avril dans la soirée, juste après la prise de parole de Marine Le Pen, un appel à « une alliance entre toutes les droites, entre les classes populaires et la bourgeoisie patriote, entre les grands-parents et leurs petits-enfants, entre la France périphérique et les habitants des métropoles qui veulent continuer de vivre dans une France française ». Le leader de Reconquête!, qui n'a obtenu que 7,07 % des suffrages au premier tour, sait que son parti, bien que « fort de ses 122 000 adhérents », risque bel et bien de disparaître en cas d'échec aux législatives.

Il a annoncé la couleur dimanche, et derrière son pupitre, s'affichait le mot d'ordre du moment : « Appel à l'union nationale, législatives 2022 ». L'ancien journaliste a d'abord dit « [sa] déception et [sa] tristesse », et jugé que « ce soir, les amoureux de la France ont perdu, et Emmanuel Macron a été réélu aisément », alors que « sa personne faisait l'objet d'un rejet massif par nos compatriotes » — une façon détournée de souligner l'échec personnel de Marine Le Pen.

Il voit monter lors des prochaines élections deux blocs, « qui s'organisent, se rassemblent et s'apprêtent à s'affronter dans un match qui n'aura à coup sûr qu'un seul perdant, la France » : les macronistes, autour du président réélu, et « les islamogauchistes », avec Jean-Luc Mélenchon. « Sommes-nous donc condamnés à perdre ? Y a-t-il une fatalité pour que les idées nationales perdent toutes les élections ? Le camp national serait-il le seul à ne pas pouvoir s'unir ? », s'est interrogé le polémiste. Notre responsabilité est immense. Nous devons oublier nos querelles et unir nos forces. C'est possible, c'est indispensable, c'est notre devoir. Notre coalition n'est pas une option, elle est une nécessité. »

Relations tendues

Il est peu probable qu'il soit entendu, Jordan Bardella a d'ailleurs aussitôt clos le débat. « On ne va pas s'enfermer dans une alliance avec Reconquête ! », a déclaré le président du Rassemblement national sur TF1. En revanche, il y aura dans ce pôle

populaire que nous sommes en train de constituer des gens issus de l'extérieur du RN et amenés à bénéficier de notre soutien. »

Marine Le Pen entend d'ailleurs bien écraser définitivement son concurrent d'extrême droite — elle a la mémoire longue et n'a pas digéré le mépris dont l'a accablé l'ancien journaliste pendant la campagne. « Avec Marine Le Pen, on n'a pas les mêmes goûts, avait notamment lancé le candidat à Bordeaux en novembre 2021. Elle, c'est les chats, moi c'est les livres... »

Eric Zemmour n'a rien fait pour détendre les relations entre les deux partis, en déclarant dimanche soir : « Cela fait trop longtemps que ceux qui aiment passionnément la France sont vaincus. » « Hélas, hélas, hélas, c'est la huitième fois que la défaite frappe le nom de Le Pen, a-t-il insisté. Je voyais venir cette défaite depuis des années et ce n'est pas de gaieté de cœur que je l'annonçais. J'ai fait ce que j'ai pu pour éviter ce résultat. » ■

FRANCK JOHANNES

Antilles : le vote « antisystème » fait le plein

Marine Le Pen a remporté plus de 60 % des voix en Guadeloupe et en Martinique, territoires où Jean-Luc Mélenchon était arrivé en tête lors du premier tour de l'élection présidentielle

FORT-DE-FRANCE (MARTINIQUE) -
correspondance

Franchissant la sortie de son bureau de vote installé dans l'école primaire du quartier de Morne-Acajou, sur les hauteurs de la commune du François, Hugues Ramanich ajuste son élégant chapeau de paille, ses lunettes de soleil et avance d'un pas digne, accroché au bras de sa fille. « J'ai voté pour Marine Le Pen : il faut essayer pour voir », bougonne le retraité ce samedi 23 avril, jour du second tour de l'élection présidentielle en Martinique. Dans ce département antillais, de même que dans les autres collectivités françaises situées dans les Amériques, le scrutin était anticipé d'une journée en raison du décalage horaire.

« Macron n'a rien fait pour nous. La retraite est trop basse : je touche 800 euros par mois ! », se lamente le septuagénaire, qui assure avoir voté à gauche toute sa vie. Magali Ramanich acquiesce. « J'ai voté Le Pen au premier tour aussi », souligne la quadragénaire. « Trop de jeunes sont dans la rue, il n'y a pas assez de travail. Il faudrait peut-être remettre le service militaire », suggère-t-elle.

À l'instar des deux résidents de ce secteur rural et verdoyant, de nombreux Martiniquais ont glissé dans l'urne un bulletin au nom de Marine Le Pen. Après un

plébiscite pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle, la candidate du Rassemblement national (RN) a obtenu, deux semaines plus tard, 60,87 % des suffrages exprimés, soit près de trois fois son score du second tour de l'élection présidentielle de 2017 en Martinique, un département où les scores de l'extrême droite sont habituellement faibles lors des scrutins locaux et nationaux. Mme Le Pen se place en tête dans 32 des 34 communes de cette île qu'elle n'a jamais visitée depuis son accession à la tête du parti d'extrême droite, en 2011.

« Notre président est nul ! »

En contrebas de la crête venteuse de Morne-Acajou, dans le centre-bourg du François, petite ville de 16 000 habitants, la droite populiste avait battu un record au premier tour : le candidat Eric Zemmour avait recueilli 30,3 % des suffrages exprimés – dix fois plus que son score dans l'île – dans le bureau de vote n° 3, affecté aux quartiers huppés de Cap-Est et de Frégate.

Au second tour, le report de voix s'est effectué à l'avantage de Marine Le Pen. « Notre président est nul ! », s'afflige Faustine en sortant du bâtiment. Cette jeune femme de 23 ans fustige « la gestion de l'immigration et de la crise du Covid » par le gouvernement. Fraîchement rentrée à la Marti-

nique après avoir terminé ses études à Paris, celle qui se destine à devenir enseignante « dans le privé hors contrat », dit s'inquiéter également de la montée de l'insécurité dans le pays.

« Nous avons un président qui va malheureusement passer et va mettre des lois qui sont contre notre conscience », s'offusque Brigitte, prédisant la réélection d'Emmanuel Macron. « On avait envie de voter blanc », dit Michel, son époux, venu voter avec elle. Mais, finalement, ce couple de sexagénaires distingués a changé d'avis, notamment en raison de leurs inquiétudes au sujet des questions sociétales, comme l'euthanasie, la bioéthique, l'avortement ou encore la gestation pour autrui.

« On va parler de genre à l'école, c'est du n'importe quoi », s'émue Brigitte, ancienne directrice d'une école privée. Dans sa commune, la candidate du Rassemblement national a recueilli 66 % des voix au second tour, contre 14 % deux semaines auparavant.

Le basculement de Jean-Luc Mélenchon vers Marine Le Pen entre les deux tours de l'élection présidentielle est encore plus spectaculaire en Guadeloupe. Dans cet archipel de 390 000 habitants, le leader de La France insoumise avait obtenu son meilleur score de France, avec 56,16 % des suffrages exprimés. Deux semaines plus tard, c'est la

candidate du RN qui y pulvérise tous les records : frôlant la barre des 70 % de voix, elle se place en tête dans 31 des 32 communes du département, dépassant largement son résultat dans son fief du Pas-de-Calais. Le vote Le Pen atteint des pics de 80 % à La Désirade, pittoresque village de pêcheurs de 1500 âmes situé sur l'île du même nom, et de 78,85 % à Capesterre-Belle-Eau, bourgade agricole de 18 000 habitants au sud de l'île de Basse-Terre.

« J'éprouve de la nausée », se désole Patricia Braflan-Trobo. « Ce qui a gagné en Guadeloupe hier, c'est le complotisme, les "antivax" et l'ivermectine [molécule présentée par certains comme un traitement miracle contre le Covid-19] », ironise cette essayiste et sociologue, qui voit dans ce succès de la députée du Pas-de-Calais « un vote antisystème ».

Les Antillais « n'adhèrent pas aux thèses du RN, j'en suis convaincue », abonde Marie-Luce Penchard, vice-présidente (divers droite) du conseil régional de Guadeloupe. « Globalement, le bilan du gouvernement sur nos territoires est bon », juge l'élue, regrettant toutefois des « erreurs stratégiques » et un « manque de compassion » de la part de l'exécutif. « On ne sait plus parler aux Ultramarins », déplore l'ancienne ministre. « Quel gâchis », soupire M^{me} Penchard. ■

JEAN-MICHEL HAUTEVILLE

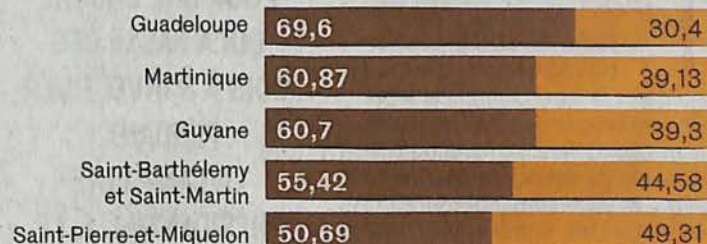
Résultats du second tour de l'élection présidentielle

en pourcentage des suffrages exprimés

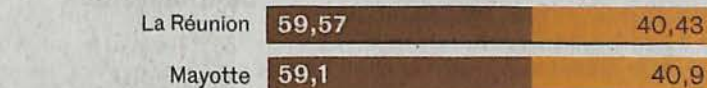
◆ Emmanuel Macron ◆ Marine Le Pen



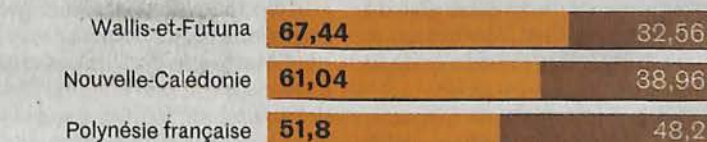
Océan Atlantique



Océan Indien



Océan Pacifique



Source : ministère de l'intérieur

Infographie Le Monde

Mélenchon prend acte du résultat mais rêve de revanche

Le leader de LFI a jugé Emmanuel Macron « mal élu », le communiste Fabien Roussel a regretté le score sans précédent de l'extrême droite

Éliminée du second tour de l'élection présidentielle, la gauche s'affairait, dimanche 24 avril, à préparer la suite. Depuis le siège de La France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon a écouté le discours de défaite de Marine Le Pen à la télévision, a retouché le sien et a pris rapidement la parole. « Marine Le Pen est battue, la France a refusé clairement de lui confier son avenir et c'est une très bonne nouvelle pour l'unité de notre peuple », a-t-il entamé. Pour le reste, le candidat voit dans ce résultat la confirmation de ses analyses sur l'émergence d'un « pôle populaire », aux côtés d'un pôle d'extrême droite et d'un pôle de droite, libéral. « M. Macron est le plus mal élu des présidents de la V^e République », a-t-il lancé.

Peu ou prou au même moment, le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, trouvait au contraire qu'Emmanuel Macron faisait un score inédit pour un président réélu. Tout est question de point de vue, dans la bataille des éléments de langage. Si l'on s'en tient à la part des inscrits sur les listes électorales, le chef de l'Etat, avec ses 38,52 % des inscrits, renoue avec un plus bas touché en 1969 par Georges Pompidou (37,51 % des inscrits). Une donnée qui éclipe l'autre fait de la soirée : les plus de 41 % de Marine Le Pen.

POUR UNE GAUCHE QUI A PASSÉ DES MOIS À S'INVECTIVER PENDANT LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE, LE TEMPS FILE, À L'HEURE DE S'ARRANGER

Jean-Luc Mélenchon, en campagne pour le « troisième tour » des législatives dans lequel il propose aux électeurs de le désigner premier ministre, a réservé à Emmanuel Macron le gros de ses critiques. « Sa monarchie présidentielle survit par défaut, il surnage dans un océan d'abstention et de bulletins blancs », a noté le député des Bouches-du-Rhône.

Dans tous les discours à gauche, dimanche soir, il y avait deux parties, d'abord un commentaire du résultat, puis un appel à la mobilisation et l'évocation plus ou moins claire d'une union des forces pour les législatives. « Un autre monde est encore possible, si vous choisissez une majorité de députés de la nouvelle union populaire qui doit s'élargir, a estimé le leader de La France insoumise. Le

bloc populaire est dans ce pays, dorénavant, le tiers état qui peut tout changer s'il se rassemble. »

Par souci de préserver l'unité de son électorat disparate, le candidat de l'union populaire ne lui avait pas donné de consigne, se bornant à dire « pas une voix à Marine Le Pen ». Mais les consignes, même parcellaires, ont vécu. En Guyane, à la Martinique, à la Guadeloupe, le vote du premier tour qui avait placé Jean-Luc Mélenchon en tête a largement basculé vers Marine Le Pen, arrivée première de ce second tour, avec plus de 60 % des suffrages exprimés dans ces trois régions.

Les discussions avancent vite

« C'est un vote dégaïste, anti-Macron, sous l'effet notamment du passe sanitaire, estime Antoine Léaument, responsable de la communication numérique de LFI, le vote de conviction, c'était au premier tour... » Ailleurs, comme en Seine-Saint-Denis, le vote Mélenchon semble s'être mué en vote barrage pour Emmanuel Macron. Ce dernier y obtient 73,72 % des suffrages exprimés, contre 49,09 % pour le candidat de l'Union populaire au premier tour.

Place du Colonel-Fabien, Fabien Roussel, pour sa part, a déploré un résultat de l'extrême droite « sans précédent depuis la Libéra-

tion ». « Une lourde menace pèse sur notre démocratie. Et la victoire d'Emmanuel Macron ne peut pas l'évacuer », a estimé le candidat du Parti communiste français (PCF), avant de dérouler un appel à battre Emmanuel Macron et « sa politique » les 12 et 19 juin. L'échéance approche.

Pour une gauche qui a passé des mois à s'invectiver pendant la campagne présidentielle, le temps file à l'heure de s'arranger. Les rendez-vous bilatéraux se multiplient, partagés en trois équipes : programme, stratégie, et circonscriptions. Ils doivent reprendre lundi avec le PCF, et avec les écologistes toute la semaine. A LFI, on note que les discussions avancent très vite avec Europe Ecologie-Les Verts (EELV), elles sont même devenues continues. Les choses prennent plus de temps côté communiste, malgré la grande similitude des programmes.

La faute, peut-être, à des divergences stratégiques et aux habitudes de discussions du PCF avec le Parti socialiste (PS). Le PS n'est pour le moment pas à la table des négociations avec La France insoumise, quoique des discussions informelles aient lieu. Dans tous les cas, à LFI, on estime que d'ici à la fin de la semaine, on saura si les discussions aboutissent ou non. La convention de désignation des candidats « insoumis » est prévue autour du 7 mai. Une étape formelle qui n'a pas empêché nombre d'entre eux de commencer leur campagne. De quoi mettre du piment dans les négociations.

Dimanche soir, Fabien Roussel a plaidé pour un accord global mais qui préserve les sortants, à l'inverse de la méthode de discussion « programme d'abord » des « insoumis ». « Fixons-nous l'objectif d'un accord global, nous réunissant dans la totalité des circonscriptions, en évitant toute division dans des circonscriptions ayant déjà des députés de gauche, et en allant ensemble à la conquête d'une majorité de députés partout ailleurs », a-t-il déclaré, avant d'ajouter quelques précisions en forme d'appels à des concessions, à l'heure où LFI revendique de travailler sur la base des résultats de l'élection présidentielle. « Faisons-le en respectant bien sûr le rapport de force issu de la présidentielle, mais aussi en tenant compte des ancrages locaux et des différentes sensibilités à gauche », demande Fabien Roussel.

« Nous serons unis »

Les écologistes, qui proposaient de prendre en compte les résultats des élections intermédiaires dans la clé de répartition des circonscriptions, ont déjà eu une réponse : c'est non. Pour autant, Paul Vannier, responsable du pôle élections à LFI et partie prenante des négociations, veut le croire : « Le bloc d'extrême droite sera divisé aux législatives, nous serons unis. » Il espère aussi un accord en vue d'un label commun « pour apparaître de façon identifiable aux yeux des électeurs ».

Ce point-là pourrait susciter quelques crispations, même si tous conviennent de la nécessité

LES QUESTIONS INTERNATIONALES ET EUROPÉENNES, SOURCES DE PROFONDES DIFFÉRENCES ENTRE LFI ET EELV, POURRAIENT ÊTRE MISES DE CÔTÉ

d'un accord visible électoralement. Dans un communiqué, samedi, le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), lui aussi partie à ces négociations, mesurait : « Cette campagne ne peut s'envisager que de façon pluraliste, en permettant à toutes et tous d'y prendre leur place avec leur sensibilité. Si nous sommes bien d'accord qu'un label et une profession de foi commune doivent permettre d'incarner ce rassemblement, nous avons aussi la faiblesse de penser que notre diversité est une force et qu'il faut lui permettre d'être visible. » La veille, au Festival du livre de Paris, Jean-Luc Mélenchon avait critiqué la volonté du parti de faire campagne avec ses « propres mots d'ordre ».

Sur le fond, les questions internationales et européennes, sources de profondes différences entre LFI et les écologistes, pourraient être mises de côté. C'est en tout cas ce qu'escompte le numéro un d'EELV, Julien Bayou. A moins que LFI n'insiste pour obtenir des garanties sur le degré d'opposition aux traités européens, très clivant. Mais encore, ce n'est rien. Dans ces discussions éclair, le chapitre de la politique étrangère n'a pas encore été abordé. Il y a deux semaines, pourtant, c'était l'angle d'attaque numéro un de Yannick Jadot et d'Anne Hidalgo face à Jean-Luc Mélenchon. Le sujet serait presque devenu tabou. Pour les scores de chacun aux prochaines législatives, il y a des choses qu'il vaut mieux occulter... ■

JULIE CARRIAT

Arthaud critique la réélection de Macron

Dimanche soir, la candidate de Lutte ouvrière, Nathalie Arthaud, a critiqué la réélection d'Emmanuel Macron. « Contrairement à ce que nous ont raconté tous les marchands d'illusions, en particulier ceux qui se revendiquent du mouvement ouvrier, partis comme syndicats, Macron ne nous protégera de rien, a-t-elle écrit dans un communiqué. En homme de la grande bourgeoisie, Macron portera de nouveaux coups au monde du travail. Il a déjà annoncé vouloir attaquer les retraites, remettre en cause le RSA et réhabiliter le travail au mérite, cher à Sarkozy. » De son côté, le candidat du Nouveau Parti anticapitaliste, Philippe Poutou, s'est projeté dans les luttes sociales. « Et maintenant : Macron dégage ! A nous de jouer, et c'est grâce à nos mobilisations que ça se passera », a-t-il estimé sur Twitter.

CARNET DE CAMPAGNE

PAR GUILLAUME HERBAUT

Nous sommes dans le taxi de Serge, à Paris, le 24 avril. Il a voté Mélenchon au premier tour et Macron au second. A 19 h 20, Charis, 24 ans, serveuse dans un restaurant du 1^{er} arrondissement, monte pour une course. Elle a voté deux fois « utile ». La première pour Mélenchon, et la seconde pour Macron. « Même si je considère qu'il fait aussi une politique d'extrême droite. Il n'est pas atteint par la situation en outre-mer, ni par celle des réfugiés. Il instaure un système injuste. » Elle descend dans le 6^e arrondissement rejoindre sa mère pour regarder, angoissée, les résultats de l'élection.

Yves, la cinquantaine, la remplace sur la banquette arrière. « Je m'en fous des résultats. Je ne vote pas. Même si je suis plus Le Pen que Macron. C'est la fin de la République, la fin de la civilisation. On est des vassaux des Etats-Unis. » Il sort à la mairie du 15^e. Il est 19 h 45. Il n'y a presque personne dans les rues. Le taxi roule. La radio est allumée. A 20 heures, Serge est soulagé. Il prend Halime qui vient tout juste d'arriver du Cameroun. C'est une Française expatriée. « J'avais fait une procuration. Il ne faut pas se faire voler son vote. J'ai voté Macron. Plus de 41 % pour le Pen, c'est très fort. » Elle s'arrête sur les Champs-Élysées.

Un couple grec entre. Ils sont venus fêter la Pâques orthodoxe avec leur sœur en France. Le convoi présidentiel passe devant le taxi. « On était très inquiets du résultat. On a en Grèce, les mêmes partis d'extrême droite. Cette victoire, c'est la nôtre aussi. » Ils dînent au Pavillon Ledoyen. Serge continue jusqu'aux Champs-de-Mars. Le président Macron vient de finir son discours. Le public monte sur la scène. La fête est déjà finie.

GUILLAUME HERBAUT/AGENCE VU POUR « LE MONDE »



Les divisions au sein de LR apparaissent dès la soirée électorale

Le risque de voir la formation de droite imploser sous l'effet des défections s'est matérialisé peu après l'annonce des résultats du scrutin

Les membres du comité stratégique du parti Les Républicains (LR) sont à peine assis dans la salle du conseil, rue de Vaugirard à Paris, ce dimanche 24 avril au soir, que retentit l'alarme incendie. Assourdissant, le bruit déclenché par une simple ampoule grillée s'accompagne d'un message qui tourne en boucle : «*Veillez évacuer le bâtiment immédiatement.*» Comme une allégorie de la périlleuse situation de la formation de droite en ce soir de second tour du scrutin présidentiel. Jusque-là, ils avaient réussi à tenir le choc. Pour survivre, préserver ses sièges à l'Assemblée nationale et sauver autant que possible le peu de meubles qui restaient, le parti s'est échiné, entre les deux tours de la présidentielle, à mettre la poussière sous le tapis. Pas de consigne de vote ni d'avis tranché au nom de la collectivité, chacun était renvoyé à sa responsabilité personnelle et, surtout, à son équation locale. Mais dimanche cette position n'était plus tenable. Avec la réélection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République, la droite doit regarder en face tout ce qui la divise. Retenus jusque-là par l'incertitude du résultat, nombreux sont les cadres qui, à partir d'aujourd'hui, n'ont plus aucune raison de cacher leur volonté de saisir la main tendue du président et de rejoindre sa majorité. Un camp présidentiel qui peut revendiquer d'avoir récupéré 53 % des électeurs de Valérie Pécresse, contre 18 % pour Marine Le Pen. A l'inverse, ceux qui souhaitent garder une maison LR intacte dans l'opposition vont devoir ferrailer contre les défections.

Invité sur le plateau de France 2, dimanche soir, Christian Jacob, le président de LR, a tenu à marquer

le plus possible les différences entre la formation qu'il dirige et la majorité sortante : «*La bataille des élections législatives s'ouvre aujourd'hui. A la différence de la majorité présidentielle, nous avons des élus qui ont un ancrage, qui connaissent leurs territoires. C'est une nouvelle campagne qui commence.*», a-t-il déclaré. Et de blâmer Emmanuel Macron pour la montée des extrêmes dans le pays : «*Il n'y a jamais eu un tel niveau de votes de désespérance. Cela est le résultat de l'action d'Emmanuel Macron pendant cinq ans.*»

« Il faut savoir tendre la main »

Des propos comme un rappel aux députés qui pourraient être tentés par l'aventure macroniste, mais aussi un message aux électeurs de droite désorientés par les différences de positions au sein du parti. Car, au même moment, fleurissaient sur les réseaux

sociaux les messages appelant à un rassemblement autour du président de la République. Quelques minutes après l'annonce des résultats du second tour, Christelle Morandais, présidente de la région Pays de la Loire et porte-parole de la campagne de Valérie Pécresse, y allait de son communiqué : «*Je suis une femme de droite, je suis attachée à mes convictions, mais je considère que, dans le contexte extrêmement tendu dans lequel nous vivons, il faut savoir tendre la main, se rassembler et s'ouvrir.*» Rien ne serait, selon elle, «*pire que l'aveuglement idéologique, le déni des réalités ou le goût de la revanche...*»

Un message proche de celui envoyé par le président de la région Grand-Est, Jean Rottner, pour qui les «*contours de cette victoire induiront forcément un changement de paradigme.*». Il convient, ajoute-t-il, de «*rassem-*

bler, cela sera la lourde tâche du président de la République».

Le maire de La Baule (Loire-Atlantique), Franck Louvrier, proche de Nicolas Sarkozy, a lui aussi estimé dimanche qu'il n'était «*pas question de rester sur le banc de touche pendant cinq ans.*» Et d'appeler ouvertement : «*Travaillons pour la France et les Français en intelligence avec le président de la République.*»

Très attendu, le président du groupe LR à l'Assemblée nationale, Damien Abad, auquel certains prêtent l'envie de rejoindre le camp macroniste, s'est contenté d'un message assez sobre, souhaitant «*cinq années de réussite*» au président de la République. Plus globalement, les députés sont restés attentistes dimanche soir. Beaucoup d'entre eux, qui pourraient être intéressés par la main tendue par Emmanuel Macron, vont tout de même devoir s'exprimer dans les prochains jours. La

réunion de groupe qui était prévue ce lundi à 16 heures pourrait être à cet égard assez houleuse, anticipent certains.

Les divisions devenues clairement insurmontables apparaissent dimanche au grand jour. «*Il faut laisser les grenouilles et les traîtres partir. Ceux qui veulent y aller, qu'ils partent, il vaut mieux reconstruire sur des bases saines.*», confie Julien Aubert, député LR du Vaucluse, sans mâcher ses mots. Un sentiment partagé par plusieurs cadres à droite : «*S'il y a des gens qui veulent y aller, il y a un parti pour ça : La République en marche ! Libre à eux de le rallier, mais qu'ils y aillent.*», juge François-Xavier Bellamy, eurodéputé et président du groupe du parti à Strasbourg. L'alarme du siège avait peut-être vu juste, le feu couve chez LR. ■

SARAH BELOUEZZANE

Semaine décisive pour le PS et EELV

Socialistes et écologistes doivent trancher la question de l'alliance avec LFI aux législatives

Le soulagement était un sentiment partagé chez les écologistes et les socialistes après la réélection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République – Yannick Jadot et Anne Hidalgo avaient clairement signifié qu'ils allaient voter pour lui pour faire perdre Marine Le Pen. Un sentiment matiné de mises en garde : le chef de l'Etat ne devra pas se féliciter d'une réélection jugée «*par défaut*» par les deux partis.

«*Le pire est évité, a réagi Yannick Jadot sur Twitter. Mais le pays est plus divisé que jamais.*» Sandra Regol, numéro deux d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), a enfoncé le clou, déterminée pour un combat déjà lancé contre ce second quinquennat : «*L'essentiel était qu'il gagne. Mais il n'a pas gagné sur son programme. Plutôt en mobilisant plus largement des électeurs qui n'étaient pas derrière lui. Nous avons voté pour lui en dénonçant son programme et son quinquennat. De l'inaction climatique à la casse sociale.*»

Le Parti socialiste (PS) a préfiguré une ligne identique : «*C'est un pays très fortement fracturé, avec une extrême droite qui a progressé fortement, analyse son porte-parole, Pierre Jovet. C'est le dernier avertissement avant sanction. Aucun blanc-seing n'est donné à Emmanuel Macron.*»

La gauche se veut déjà en ordre de marche pour la recomposition, avec un premier jalon décisif : les élections législatives des 12 et 19 juin, dont le surnom de «*troisième tour*» n'a jamais été si bien porté. Jean-Luc Mélenchon, fort de ses 21,95 % au premier tour de l'élection présidentielle, veut être à la fois l'initiateur, l'arbitre et l'incarnation d'une force unie en gestation. Le leader de La France insoumise (LFI) lorgne une cohabitation et le poste de premier ministre.

Un exploit à relever. Grâce à un effet de souffle espéré. Grâce, aussi, à l'édification d'une coalition pour une majorité alternative. C'est tout l'enjeu des prochains jours à gauche, et du début de la campagne des législatives. Une séquence très politique s'ouvre. Avec des négociations forcément âpres, forcément ramassées dans le temps, entre les différentes composantes de la gauche. Paradoxalement,

après leur défaite cuisante au premier tour, socialistes et écologistes inaugurent, peut-être, une ère historique : celle du rassemblement. Ce que les appareils n'ont pas réussi à constituer pour l'élection présidentielle, le peuple de gauche l'a appelé de ses vœux en propulsant Jean-Luc Mélenchon à la troisième place du podium. Celui-ci entend élargir et consolider ce nouveau «*bloc populaire*».

Les autres partis de gauche ont reconnu la centralité de La France insoumise. Mais Jean-Luc Mélenchon laisse encore mijoter ses alliés potentiels. Son parti a décidé de faire avancer les négociations avec les Verts et les communistes, mais autour de son programme, «*L'Avenir en commun*». Julien Bayou, secrétaire national d'EELV, valide cette approche : «*Nous appelons à une grande coalition.*»

Risque d'implosion

En revanche, le PS est, pour l'instant, officiellement laissé de côté. Mathilde Panot, députée LFI du Val-de-Marne, avait été virulente dans *Le Journal du dimanche*, samedi 16 avril : «*Il n'y aura pas de discussion avec le PS, et ce refus est définitif.*» La porte est-elle vraiment fermée ? Elle grince bien un peu, mais elle s'ouvre. Depuis que, sous l'impulsion d'Olivier Faure, son premier secrétaire, le PS a voté, mardi 19 avril, un accord de principe pour discuter d'une alliance avec les «*insoumis*» et les autres forces.

«*Les discussions progressent doucement, révèle Pierre Jovet. Cette semaine va être décisive. Je sens une volonté collective qui naît de plus en plus fortement. La gauche a une responsabilité immense : recoudre le lien avec cette France désespérée. La fracture de la gauche devient mortifère.*»

Sauf que, en attendant la sentence de La France insoumise, le PS est empêtré dans un risque d'implosion. Cette stratégie d'alliance passe très mal auprès de récalcitrants notables. Comme Anne Hidalgo ou Carole Delga, la présidente de la région Occitanie, deux voix discordantes qui pourraient figer une opposition de principe à LFI, avec le risque de fracturer encore un parti déjà au bord du vide. ■

LAURENT TELO




Le meilleur des WiFi, partout chez vous.

Nouvelle Bbox Fibre avec WiFi 6E dernière génération

Du WiFi 6E dernière génération pour encore plus de débit, un design vertical pour une diffusion optimale : la nouvelle Bbox Fibre avec WiFi 6E fait tout pour que vous puissiez profiter de la puissance de la fibre, partout chez vous.

opérateur **WiFi N°1** selon nPerf

3106 | en boutique | bouyguetelecom.fr

Avec Bbox Utiym et équipements compatibles. Engagement 1 an. Sous réserve d'éligibilité et de raccordement à la fibre jusqu'au domicile. Pour installer votre Bbox, préférez les lieux sans obstacles. Voir conditions sur bouyguetelecom.fr. *Baromètre WiFi 2021 des connexions Internet résidentielles en France métropolitaine publié sur Nperf.com

Bulletins blancs et nuls, l'autre France de la colère

Plus de trois millions de personnes ont voté blanc ou nul, au second tour de la présidentielle, dimanche

RÉCIT

La peur de l'extrême droite aurait-elle été plus forte que le mécontentement ? C'est une explication possible, mais le raz de marée de bulletins blancs et nuls, qui avait marqué le second tour de l'élection présidentielle de 2017, à la hauteur historique de 11,52 %, s'est légèrement retiré au second tour de celle de 2022 : avec 8,6 %, il reste néanmoins d'une ampleur particulièrement considérable sous la V^e République, pour ce scrutin qui opposait les deux mêmes finalistes, Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Au total, plus de trois millions de personnes ont voté blanc ou nul, soit 6,35 % des votants dans un cas et 2,25 % dans l'autre.

« Ni l'un », « ni l'autre », a écrit un électeur sur deux papiers vierges distincts, forme explicite du fameux « ni-ni », dont la bonne fortune parcourt la politique française depuis la III^e République – il signifiait alors « ni réaction ni révolution ». La même mention, « ni l'un ni l'autre », figure aussi sur un bulletin réglementaire, portant le nom des candidats, à Fontainebleau (Seine-et-Marne), dans un bureau de vote à la population pourtant aisée et macroniste. On y trouve également trois bulletins Macron agrémentés de la mention « McKinsey », nom du scandale lié à l'usage abusif des cabinets de conseil privés par l'Etat, « Moi président », anaphore de François Hollande en 2012 restée célèbre, ou le triangle « Attention, travaux ». Dans ce même bureau, un électeur a glissé deux morceaux de bulletins déchirés dans l'enveloppe : « Marine L » et « nul Macron », être hybride sans doute jugé peu ragoûtant. Plus fréquemment, le « ni-ni » à la mode 2022 a consisté à joindre les bulletins des deux candidats, qui ainsi s'annulaient.

C'est le dernier des dix motifs de rejet des bulletins considérés comme non valides : « Bulletins établis au nom de candidats différents lorsqu'ils sont contenus dans une même enveloppe. » Viennent ensuite en bonne place des bulletins mis au ban, dans la liste dressée par le ministère de l'intérieur, ceux « établis au nom d'un candidat ne figurant pas sur la liste officielle ». Dans cette catégorie, les bulletins Mélenchon ont sans doute remporté la palme. Arrivé en troisième position derrière Marine Le Pen le 10 avril, autoproclamé futur premier ministre entre les deux tours, le fondateur de La France insoumise avait laissé beaucoup d'orphelins à gauche.

Déclarations enflammées

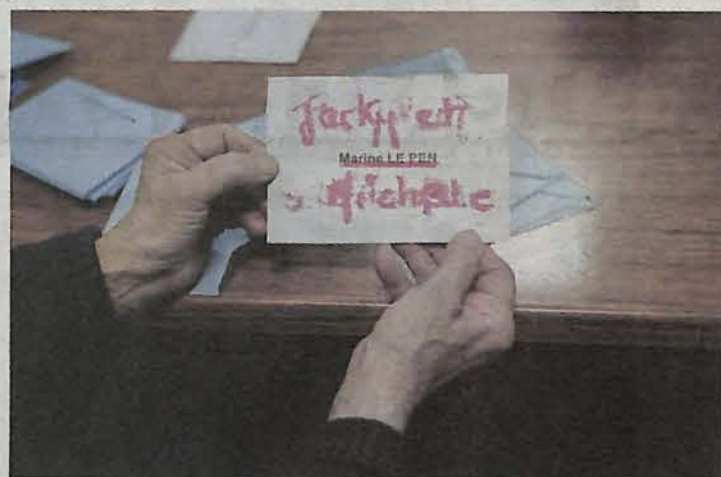
A Marseille, au bureau de vote n° 721 du palais de la Bourse, où votent les habitants des îles du Frioul, c'est un portrait tout sourire du député des Bouches-du-Rhône, cravaté de rouge, qui sort d'une enveloppe. Dans le 20^e arrondissement de Paris, ce sont plusieurs bulletins au nom du troisième homme de la présidentielle, soigneusement gardés depuis le premier tour, que les assesseurs trouvent dans les urnes. Idem à Tulle, sur les terres de Jacques Chirac puis de François Hollande, où un Corrèzien mélenchoniste a rendu son bulletin doublement inopérant : le nom de Mélenchon est entouré de gros traits de feutre bleu. A Rennes, terre mélenchoniste de prédilection, un fan de Philippe Katerine paraphrase sa chanson *Louxor j'adore* : le refrain « Je remets le son » devient « Je remélenchon !!! ». Mais aucun signe ne doit figurer sur les papiers « fournis par l'administration » au nom

des candidats ni sur les petites enveloppes bleues, dont la présence est obligatoire.

Depuis 2014, les votes blancs et nuls, naguère comptabilisés dans un grand ensemble protestataire, sont désormais distingués. Ils n'entrent toujours pas dans le score des candidats – au grand dam des adeptes du vote blanc –, mais il est possible de faire la différence entre les partisans de l'enveloppe vide et du papier vierge d'un côté, et, de l'autre, ceux qui profitent du scrutin pour exprimer une revendication, un regret, une colère. Les nombreux bulletins déchirés, qu'il s'agisse du président réélu ou de sa rivale, témoignent de ce sentiment. Avec un peu plus de recul, certains électeurs laissent leur imagination, leur humour, leur dérision, dire leur déception de la politique.

M. Mélenchon n'est pas le seul à réapparaître indument lors de ce second tour. Philippe Poutou, le candidat du Nouveau Parti anticapitaliste, arrivé avant-dernier devant Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière) au premier tour, avec 0,77 % des voix, fait l'objet de déclarations enflammées ou poétiques. Un remords de vote utile en faveur d'un autre ? Dans un bureau du 20^e arrondissement de Paris, un bulletin à son nom cite Cervantès : « Mieux vaut la honte sur le visage que la tache dans le cœur. » La signification de cet aphorisme reste un brin mystérieuse sur le plan politique, sauf à considérer l'ex-candidat comme un Don Quichotte des temps modernes. Une dame qui voulait voter Poutou au second tour a soudain eu peur que « les fachos se sentent pousser des ailes ». « Je sacrifie ENCORE Poutou. Excuse-moi Philippe, je te mérite pas », écrit-elle sur Twitter.

La candidate malheureuse du parti Les Républicains, Valérie Pécresse, qui n'a pas réussi à passer la barre des 5 % et réclame une aide financière pour rembourser sa campagne, est revenue dans la course, à quelques rares endroits, comme à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), terre pourtant lepéniste. Dans le 19^e arrondissement de Paris, un électeur ironique a écrit sur un bulletin à



En haut et ci-dessus à droite : lors du dépouillement à Fontainebleau (Seine-et-Marne), le 24 avril. MARLENE AWAAD/IP3 POUR « LE MONDE »
Ci-dessus à gauche : dépouillement à La Fontaine-Saint-Martin, dans la Sarthe, le 24 avril. JULIEN DANIEL/MYOP POUR « LE MONDE »



LES NOMBREUX BULLETINS DÉCHIRÉS, QU'IL S'AGISSE DU PRÉSIDENT RÉÉLU OU DE SA RIVALE, TÉMOIGNENT DU SENTIMENT DE COLÈRE

son nom : « Pour Valérie Pécresse, la pòvre », et collé une pièce jaune à l'aide d'un morceau de scotch transparent.

Il y a aussi les électeurs d'obédience anarchiste qui clament sur leur bulletin « Ni patrie ni patron », autre variante du « ni-ni ». Les révolutionnaires de papier, qui écrivent en s'appliquant, comme à Fontainebleau : « Mon pavé ne tenait pas dans l'enveloppe. » Ceux qui tiennent compte de l'histoire locale, comme à Marseille, terre de football, où un carton rouge a été glissé dans un bulletin Macron, plié en deux. « On est là ! Même si Macron ne veut pas, nous, on est là ! Pour Zineb, Maria et les autres... », écrit un(e) autre Marseillais(e). Zineb Redouane, cette femme tuée par le tir d'une grenade lacrymogène près de sa fenêtre, lors de manifestations liées aux effondrements d'immeubles de la rue d'Aubagne. Maria, une jeune femme tabassée par la police, lors d'un rassemblement de « gilets jaunes ».

A Toulouse, où M. Mélenchon avait recueilli près de 37 % des suffrages, ce sont aussi les « gilets jaunes », dont certains électeurs ont voulu raviver le souvenir, en glissant dans l'urne des photos de ces manifestants éborgnés. Trente d'entre eux l'ont été, selon le journaliste David Dufresne, lors de violences policières. L'actualité s'est volontiers invitée dans ce scrutin, sur la question du pou-

voir d'achat, entre autres. Dans cette petite ville des Bouches-du-Rhône, un électeur a mis dans l'enveloppe une liste de courses, composée de denrées bon marché, « Pâtes, riz, pain, raviolis, farine, sucre... », en face de laquelle il a écrit, souligné deux fois : « TROP CHER ! ». Devant le dernier ingrédient, l'huile, une flèche indiquait « A plus », allusion à la pénurie supposée d'huile de tournesol, provoquée par la guerre en Ukraine, important pays producteur. A propos de cette actualité internationale brûlante, un Parisien exhorte le président réélu : « N'oubliez pas Marioupol ! »

Si l'on trouve encore un « Zizou président », un peu daté, plusieurs personnages imaginaires s'immiscent dans les urnes pour mieux se moquer du choix politique proposé une nouvelle fois aux Français. Bob l'éponge, héros d'une série d'animation américaine, ou Newton le chat – deux

bulletins à Rennes – le disputent à Jacquie et Michel, nom d'un site pornographique, introduit dans l'enveloppe par un électeur de La Fontaine-Saint-Martin, un village de 600 habitants dans la Sarthe. Détail piquant ou indice, le bulletin est tracé au rouge à lèvres.

A Hénin-Beaumont, ce sont deux bulletins Jeff Tuche qui sont sortis des urnes, du nom du père de la famille Tuche, incarné par Jean-Paul Rouve dans quatre films au succès phénoménal. La présidente du bureau a précisé que ce monsieur n'était pas candidat (motif d'annulation numéro deux). A quoi une Héninoise a rétorqué dans la salle : « Il est déjà président. » C'est vrai, Jeff Tuche accède à l'Elysée dans le troisième opus de la série.

Une colombe bleu nuit

Passons sur les bulletins grossiers, anagrammes d'Emmanuel Macron, que la décence interdit de reproduire ici. C'est le motif numéro neuf d'annulation : « Les bulletins portant des mentions injurieuses pour les candidats ou pour des tiers et les bulletins contenus dans des enveloppes contenant ces mentions. » Dedans comme dehors, il faut rester neutre et poli. Mentionnons, pour l'exploit « origamique », un pop-up de sexe masculin sur un bulletin Macron. Pour ceux qui l'ignorent, le pop-up, destiné d'ordinaire aux livres pour

enfants, se dresse quand on ouvre les pages.

Il fallait bien un peu de douceur dans ce monde de brutes. Après tout, le pays a échappé au pire. Une délicate colombe bleu nuit parsemée d'étoiles d'or, ailes déployées (recto), s'adresse aux assesseurs et, au fond, à qui veut (verso) : « 24 avril 2002, Bonjour, merci de m'avoir donné la possibilité de m'exprimer. Bon courage à vous toutes et tous. » On ne saurait mieux dire par les temps qui courent. C'était à Montparnasse. Certains ont mis dans l'enveloppe un échantillon de crème de beauté (Toulouse). D'autres encore se sont inquiétés pour les scrutateurs (Grenoble) : sur un bulletin Marine Le Pen barré au feutre noir, un électeur a écrit : « Pas trop chiant le dépouillement ? (Je ne vote pas, je prends juste de vos nouvelles). » Antoine Back, adjoint au maire, a répondu sur Twitter, à juste titre : « Le dépouillement, c'est jamais chiant. » Après tout, c'est une autre façon d'écouter les Français. S'il prenait envie aux conseillers du pouvoir de le faire, tous ces bulletins, dits injustement nuls, sont obligatoirement conservés avec les procès-verbaux. ■

CAMILLE BORDENET (ENVOYÉE SPÉCIALE DANS LA SARTHE), DENIS COSNARD, GUILLEMETTE FAURE, PHILIPPE GAGNEBET (À TOULOUSE), BÉATRICE GURREY, BENJAMIN KELTZ (À RENNES) ET GILLES ROF (À MARSEILLE)

A Hénin-Beaumont, la déception des lepénistes

Dans son fief, la candidate du RN a récolté 67 % des voix

HÉNIN-BEAUMONT
(PAS-DE-CALAIS) - envoyée spéciale

Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), 9h30, dimanche 24 avril. «J'ai vu un truc ouvert alors je suis entré.» Le fief électoral de Marine Le Pen se prépare, presque amusé, à un dimanche inhabituellement agité. Le café de la Paix a ouvert une heure avant les bureaux de vote. Au comptoir, les premiers cafés côtoient les premiers demis, électeurs et journalistes se reconnaissent. «On a pris cinq ans depuis cinq ans, hein !», s'amuse l'ancien patron. Il a revendu depuis la dernière présidentielle, mais continue à faire le service pour passer le temps. Aujourd'hui, il a même enfilé veste et cravate. «Comme tous les dimanches», tient-il à préciser, rien à voir avec l'événement du jour dans la commune Rassemblement national (RN) du bassin minier : Marine Le Pen viendra y voter en fin de matinée.

Devant un tchiot rosé, l'ancien fleuriste du cimetière lit la presse en rouspétant. «On prend les mêmes et on recommence», grince-t-il, lunettes en équilibre au bout du nez. Au premier tour, plus d'un électeur sur deux a voté Marine Le Pen ici (contre 23,15 % au niveau national). Lui aussi. Mais pas aujourd'hui, jure-t-il en tapant du poing sur la table : «De toute façon, elle passera pas, alors je vais pas l'intérêt de me déplacer.»

«Il faut que ce soit aujourd'hui» Son bureau de vote est pourtant à 200 mètres à peine du café. Si Mme Le Pen est élue, le sexagénaire parie que le maire (RN) d'Hénin-Beaumont, Steeve Briois, sera nommé premier ministre. Et pas sûr qu'il valide : «Qu'il s'occupe déjà de sa ville, avant de s'occuper du pays.»

«Il faut filer, elle va arriver.» Micros et caméras se retrouvent donc 200 mètres plus loin, devant l'école Jean-Jacques-Rousseau, qui accueille le bureau numéro 12 où vient voter la candidate du RN, à 11 heures. «Il va y avoir des surprises ce soir», pro-

**«ON N'A PAS GAGNÉ,
MAIS ON A FAIT
BEAUCOUP MIEUX
QU'IL Y A CINQ ANS»,
DIT UN CHAUFFEUR
ROUTIER**

met Philippe Damiens, accoudé aux barrières. «Ça, c'est un bon maire ! Il est installé pour longtemps... sauf s'il entre au gouvernement», lâche le quinquagénaire en écoutant Steeve Briois répéter sa «confiance».

Le fan-club massé sur le trottoir y croit tout autant et le fait savoir. Philippe Boursaud, conseiller d'opposition RN dans la ville voisine de Carvin, est venu apercevoir «la future présidente». Nelly Lannoy, elle, a même mis le champagne au frais. Il y a cinq ans, la factrice de 53 ans avait déjà voté pour Mme Le Pen. «Mais rien à voir parce que, là, je pense vraiment qu'on va gagner.» Elle a même pris sa carte au parti, cette fois.

Sourires aux lèvres et perche à selfie en main, Aurélie Tanquerel et Christelle Zelek attendent depuis une heure dans l'espoir d'attraper une photo et un autographe de la candidate d'extrême droite. Il y a quinze jours, elles sont entrées pour la première fois de leur vie dans un isoloir, à 37 et 41 ans. «Pour elle», résume Aurélie Tanquerel. Sa compagne, intérimaire en logistique chez Amazon, acquiesce : «Si elle passe pas là, elle passera jamais. Il faut que ce soit aujourd'hui.» Ce qu'elles attendent ? «Plus de sécurité et plus de pouvoir d'achat pour la classe moyenne», lancent-elles d'une même voix.

Des applaudissements s'élèvent. Un «Marine présidente» est scandé, suivi d'un chœur répétant «On va gagner». La voilà. Quelques photos, autant de sourires, et elle disparaît déjà. Un père de famille revient triomphalement vers sa tribu en brandissant son trophée : un selfie avec la candidate. Tous les cinq ont fait une

vingtaine de kilomètres ce matin pour la voir «en vrai». L'escalateur de 57 ans raconte à quoi ressemble une carrière longue, lui qui a commencé à fabriquer des escaliers en bois à 17 ans, et enrage contre l'injustice du système de retraite «à la Macron». La petite famille repart en y croyant «à fond» mais en glissant que «ça va être serré-serré». Les dernières caméras s'éteignent, les barrières sont remballées. Appuyé sur une canne qui l'aide à monter la marche devant chez lui, un homme hèle une voisine avant de rentrer : «Et toi, Martine, t'es bien allée voter ?» Elle y est allée.

«Macron ne connaît pas la vie» Dans le centre d'Hénin-Beaumont, des rideaux baissés plus ou moins définitivement et quelques affiches racontent la ville, symbole de cette France des oubliés sur laquelle Marine Le Pen a fondé sa stratégie politique depuis son accession, en 2011, à la tête du parti fondé par son père : 57 % de ménages non imposés, un taux de pauvreté de 23 % et un taux de chômage de 20 %, selon l'Insee. Sur les panneaux électoraux, le visage d'Emmanuel Macron est presque systématiquement attaqué, ici les yeux déchiés, là sali par un chewing-gum. Celui de Marine Le Pen, toujours nickel. Au-dessus de la boucherie, il est même placardé quatre fois sur les fenêtres de Corinne Caullet. Elle a ajouté un bulletin Emmanuel Macron barré, pour que sa consigne soit bien claire.

A 74 ans, elle explique voter Le Pen pour ses enfants et ses petits-enfants. Elle qui a «une retraite de merde» refuse que les siens vivent encore pire : «Macron, il a eu une enfance dorée, il a eu tout ce qu'il a voulu. Il ne connaît pas la vraie vie.» Alors l'ancienne restauratrice fait campagne pour la cheffe de file du RN, et ne s'en cache plus. «Ça a bien changé en vingt ans.» Elle remonte le temps, raconte les «pressions» reçues lorsqu'elle avait ouvert pour la première fois son restaurant à un meeting du FN devenu RN. Aujourd'hui, per-



Marine Le Pen à Hénin-Beaumont, dans le Pas-de-Calais (ci-dessus), où des sympathisants du RN ont suivi les résultats en direct, salle Debeyre, dimanche 24 avril (ci-contre).
CYRIL BITTON/DIVERGENCE
POUR LE MONDE

sonne ne lui a fait une seule remarque sur ses posters «Marine présidente», fièrement exposés devant chez elle.

Plus difficile pour d'autres de donner leur nom de famille et leur vote dans cet ancien bastion socialiste où l'extrême droite joue désormais à domicile. Cité Foch, place Jean-Jaurès, résidence Bérégovoy... Ici, la gauche perdue se lit surtout dans les noms de rues. Entre clientélisme, gestion catastrophique et surendettement, la gauche a en effet laissé une lourde ardoise à Hénin-Beaumont.

Au coin d'une rue, l'élue (Europe Ecologie-Les Verts) d'opposition Marine Tondelier passe à vélo en serrant les dents : «Ça va être une très longue journée !»

A 20 heures. Les résultats s'affichent sur les écrans de la salle mu-

nicipale où les militants du RN se sont retrouvés, doigts croisés et bouteilles prêtes à être débouchées. Raté. 58,54 % pour le président sortant, 41,46 % pour Marine Le Pen. Les huées couvrent à peine les insultes. «La honte !» hurle une femme en doudoune rose, en larmes. «Déçue, déçue, déçue» : une petite brune, veste en cuir et rage aux yeux, répète sa colère à chaque micro tendu. Cette fois, «fini», elle ne votera plus. Elle a perdu son mari à peine la retraite arrivée, alors «l'injustice des riches», elle connaît : «Macron, il va faire bosser les ouvriers jusqu'à 65 ans. Mais les ouvriers sont tous à moitié morts à cet âge-là !», fulmine-t-elle.

Côté buffet, Dominique Souillard a l'impression d'en avoir «repris» pour dix ans. «Si

elle était passée, j'étais à la retraite dans cinq ans», tranche le chauffeur routier de 55 ans. Ecœuré, il s'attendait à un score bien plus serré, d'autant qu'à Hénin-Beaumont sa candidate culmine à plus de 67 % ce soir. Mais après les discours de Marine Le Pen, qui vient de parler d'«éclatante victoire», il tente tout de même de positiver : «Faut pas exagérer, on n'a pas gagné. Mais on a quand même fait beaucoup plus qu'il y a cinq ans», convient-il. De là à ce que les voix gagnées influencent la politique du pays pendant les cinq prochaines années ? «Pas sans la proportionnelle aux législatives. Mais on va quand même se battre pour avoir plus de députés en juin !» La bataille suivante de l'extrême droite est déjà lancée. ■

LUCIE SOULLIER

A Paris : «Entre Macron et Le Pen, j'ai failli ne pas voter»

Le candidat de LRM l'avait emporté dans la capitale à près de 90 % au second tour en 2017. Cinq ans plus tard, il enregistre 85,1 % des voix

En sortant du bureau de vote de la poterne des Peupliers, dans le 13^e arrondissement de Paris, Sedo Koukou est encore à moitié en colère. Au premier tour, ce maître-nageur, street-artist à ses heures, avait choisi Jean-Luc Mélenchon, un candidat logique pour cet homme engagé dans de nombreux combats – «hier encore, on était en grève sur le temps de travail». Et voici que, ce dimanche 24 avril, il n'a plus le choix qu'entre un président qu'il accuse d'avoir rogné les moyens des services publics, et une femme d'extrême droite. Devant ce dilemme, «j'ai failli ne pas voter», dit-il. Il s'est finalement résolu à glisser un bulletin Macron dans l'urne : «Je suis franco-bénois, vous croyez que je peux voter quoi ?»

En 2017, Emmanuel Macron avait totalement dominé le second tour de l'élection présidentielle à Paris, en rassemblant 89,68 % des suffrages exprimés, contre 10,32 % pour Marine Le Pen.

Il l'avait emporté dans tous les arrondissements et chacun des 896 bureaux de vote de la capitale. Cette fois-ci, il a réussi le même grand chelem, mais avec un score un peu moins massif : 85,10 %.

Avec un score très faible au premier tour (5,54 %), Marine Le Pen a sans doute récupéré une partie des électeurs d'Eric Zemmour, le troisième homme du premier tour à Paris, qui a recueilli 8,16 % des suffrages et qui avait obtenu des scores notables dans les «beaux quartiers» comme le 16^e arrondissement. Emmanuel Macron, lui, a convaincu une partie des électeurs de gauche de voter pour lui malgré les déceptions accumulées.

«J'ai voté Macron, mais cela m'a vraiment fait chier», reconnaît David, un fonctionnaire du ministère de l'intérieur qui vit boulevard Kellermann (13^e), qui préfère rester anonyme. Au premier tour, cet homme de droite avait choisi Valérie Pécresse, même s'il aurait pré-

férent que Xavier Bertrand ait remporté la primaire organisée par Les Républicains. Au second, il a choisi le président sortant à reculons : «Il n'a pas pris les bonnes mesures pendant le Covid, on aurait sans doute pu avoir moins de confinements, et davantage de liberté», estime-t-il. La peur d'une élection de Marine Le Pen l'a toutefois emporté : «Elle n'a pas la carrure d'un chef d'Etat.»

«Je me suis fait avoir !»

«J'ai presque toujours voté à gauche», confie peu après Sébastien, un militaire qui habite dans une caserne du 13^e arrondissement. En 2017, il avait choisi Emmanuel Macron dès le premier tour. «Pour moi, il était de gauche... Je me suis fait avoir !» Un quinquennat plus tard, il a décidé qu'on ne l'y reprendrait pas. Pour autant, impossible de voter Le Pen. «J'ai des enfants métis, je suis anti-extrême droite», glisse-t-il. Après avoir soutenu Jean-Luc Mélenchon au premier

tour, il a donc déposé un bulletin blanc, ce dimanche. Une première pour cet homme de 52 ans. «J'ai beaucoup réfléchi, mais je ne veux pas que Macron ait 60 % des voix, donc je n'ai pas voté pour lui.» Il marque une pause, et reprend : «J'espère que je n'ai pas eu tort, et que je ne m'en voudrais pas si Marine Le Pen est finalement élue...»

Cette hypothèse, c'est au contraire celle dont M. et Mme Terechtchenko espèrent qu'elle se réalise. «On voudrait le changement», disent en chœur ces deux fonctionnaires municipaux à la retraite, «un petit 83 ans» l'un et l'autre. «Macron, c'est du bla-bla, de belles promesses, jurent-ils. Nous, on ne vit plus de promesses. On voudrait une vraie baisse des prix sur les produits courants, davantage de sécurité, que les professeurs des écoles soient de nouveau respectés. Aujourd'hui, ce n'est plus notre France de dans le temps.»

Changement de quartier. Rue Las-Cases, dans le 7^e arrondisse-

ment, à un jet de pierre de l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron a recueilli plus de 48 % des voix dès le premier tour. En quinze jours, ses partisans n'ont pas tourné casaque. «Il n'y avait rien en face de lui, aucun candidat qui ait sa carrure», se justifie Isabelle Murcia, une encadreuse qui vit et travaille dans cet arrondissement huppé. «Pendant la pandémie, il a payé les gens au chômage, fait énormément pour tout le monde, appuie Charlotte, une ancienne directrice de société de 87 ans. J'ai des enfants dans la restauration. Sans lui, ils auraient fermé boutique.»

Caroline, venue sur place avec son chien Brutus, partage le même choix. «Je suis cadre dirigeante, donc je vote Emmanuel Macron, c'est logique, affirme-t-elle. C'est lui qui favorise l'esprit entrepreneurial.»

Denis Chaumier n'a pas hésité une demi-seconde non plus. Avant de passer dans l'isoloir, il

n'a même pris qu'un seul bulletin, celui au nom d'Emmanuel Macron. Cet ancien journaliste, pourtant, a voté dans le passé Ségolène Royal avec enthousiasme, puis François Hollande, et se sent toujours de gauche. «Mais cette fois-ci, je ne me suis reconnu dans aucun des candidats de gauche au premier tour», relate-t-il. D'emblée, il a voté pour le locataire de l'Elysée, et ne décolère pas contre Jean-Luc Mélenchon : «Je trouve inqualifiable sa façon de ne pas appeler à voter clairement Macron, et d'envisager de devenir le premier ministre d'une présidente d'inspiration fasciste.»

Sophie Teodori, une étudiante en management qui vit dans le 7^e arrondissement, est sur la même longueur d'ondes : «J'ai regardé le débat entre les deux finalistes et, franchement, Macron est convaincant. Son programme est structuré, fondé sur des faits, clair, il donne confiance dans l'avenir.» ■

DENIS COSNARD

Un front républicain moins puissant qu'en 2017

Marine Le Pen a obtenu 7 points de plus qu'à la dernière élection et a progressé dans de nombreux territoires

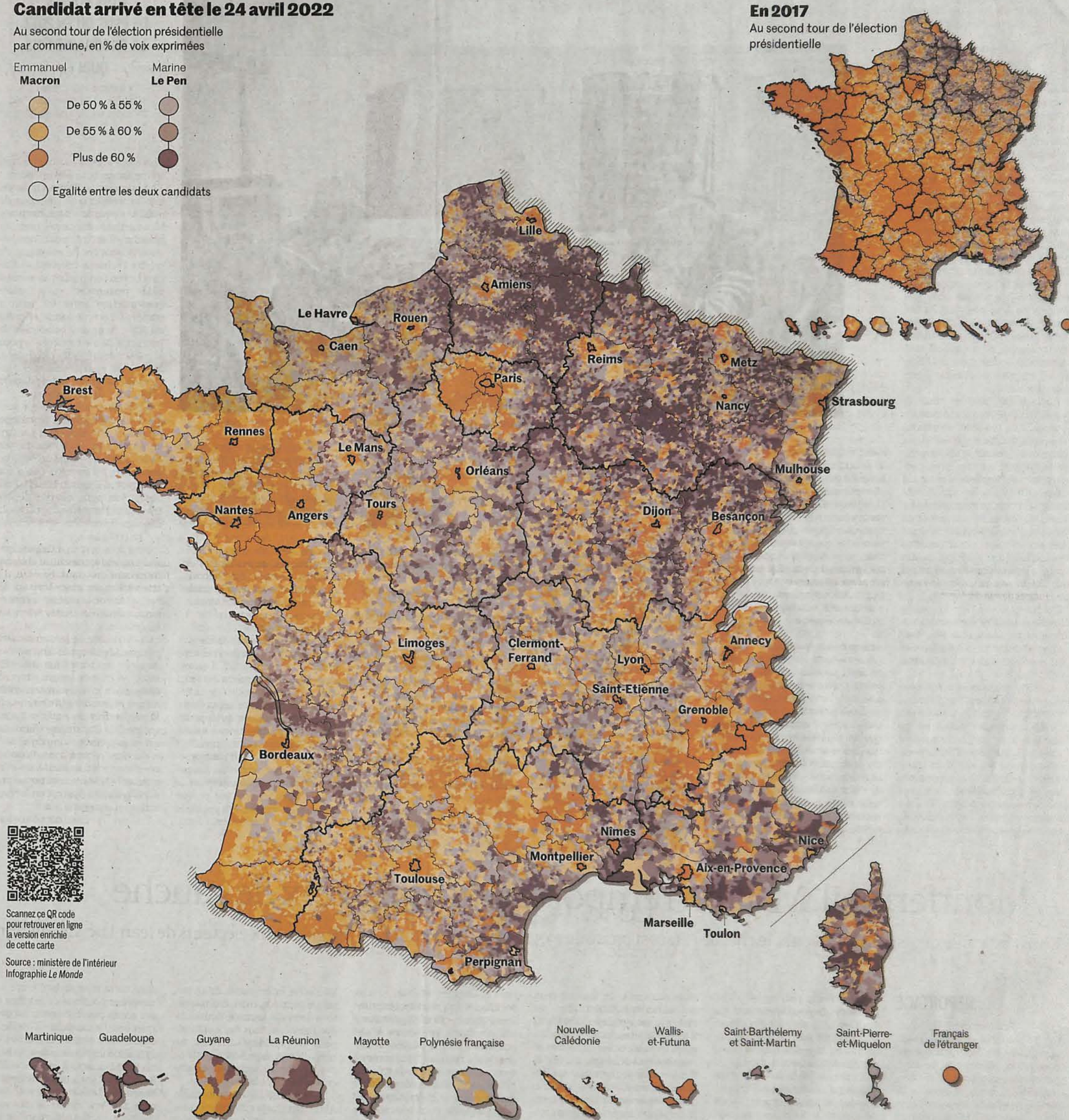
Candidat arrivé en tête le 24 avril 2022

Au second tour de l'élection présidentielle
par commune, en % de voix exprimées



En 2017

Au second tour de l'élection
présidentielle



Scannez ce QR code
pour retrouver en ligne
la version enrichie
de cette carte

Source : ministère de l'intérieur
Infographie Le Monde

Macron renforcé sur la scène européenne

Plusieurs dirigeants s'étaient inquiétés, au premier tour, du score élevé de Marine Le Pen

BRUXELLES - bureau européen

À peine les résultats de l'élection présidentielle française connus, dimanche 24 avril, les messages de félicitations à Emmanuel Macron sont venus de toute l'Europe. De Lisbonne à Berlin, de Rome à Luxembourg, de La Haye à Bruxelles, d'Helsinki à Bucarest, de Madrid à Varsovie, des pays baltes à la Scandinavie, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont tweeté pour les uns, publié un communiqué pour les autres, afin de dire leur soulagement. «La victoire d'Emmanuel Macron (...) est une magnifique nouvelle pour toute l'Europe», a réagi l'Italien Mario Draghi, qui entretient avec Emmanuel Macron une relation de grande proximité.

Il faut dire que les Européens se sont inquiétés, à l'issue du premier tour du scrutin, le 10 avril, du score de Marine Le Pen, dont le programme s'assimilait à un «Frexit» qui ne disait pas son nom. En pleine guerre d'Ukraine, ils redoutaient plus que jamais une victoire de la candidate du Rassemblement national (RN).

Dans une démarche inédite, trois dirigeants sociaux-démocrates – l'Allemand Olaf Scholz, l'Espagnol Pedro Sanchez et le Portugais Antonio Costa – avaient décidé de s'inviter dans la campagne française en publiant une tribune

dans *Le Monde*, le 21 avril, afin de mettre en garde les Français sur les dangers de l'extrême droite, s'est réjoui le chancelier allemand, dimanche 24 avril au soir.

Au Champ-de-Mars, Emmanuel Macron a réaffirmé son engagement européen et son désir d'une «Europe plus forte». Comme en 2017 dans la cour du Louvre, il a fait lever les drapeaux aux douze étoiles d'or et choisi d'arriver au son de *L'Ode à la joie*, l'hymne européen. A Bruxelles, au café La Trinquette du quartier de Saint-Gilles, où se sont retrouvés les «marcheurs» installés dans la capitale des institutions communautaires pour fêter la victoire de président, on s'en est félicité.

«La question de l'élargissement» «La réélection d'Emmanuel Macron lui donne un leadership incontesté en Europe», affirme Sébastien Maillard, directeur de l'Institut Jacques-Delors. A l'est du continent, le groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie) n'est plus que l'ombre de lui-même depuis la guerre en Ukraine: face à la proximité revendiquée de Budapest vis-à-vis de Moscou, ses partenaires ont pris leurs distances. «Leur préoccupation n'est plus de savoir comment bloquer l'Europe. Les pays de l'Est sont très inquiets de la situation en Ukraine, ils éprouvent un fort besoin de solidarité européenne», estime un diplomate.

Tout comme Rome ou Madrid. A Berlin, Olaf Scholz est affaibli, à la tête d'une coalition tiraillée. «Tant que Merkel était là, elle donnait la direction. Aujourd'hui, la France a le leadership, l'Allemagne est dans le suivisme», juge Philippe Lamberts, président du groupe Les Verts au Parlement européen. Pour autant, nuance un diplomate, «il n'est pas évident que ça profite à l'agenda européen». «Toute la question est de savoir si l'Allemagne aura un agenda concerté avec l'Europe ou si elle préférera un agenda solitaire.»

Pour l'heure, la réponse n'a rien d'évident. Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, Berlin a annoncé une hausse de son budget de la défense, mais a décidé d'acheter des avions de combat américains F35. Et l'Allemagne refuse d'acheter du gaz avec ses partenaires et préfère faire cavalier seul, quand les Vingt-Sept cherchent à sortir de manière concertée de leur dépendance vis-à-vis de l'énergie russe.

Alors que les Européens travaillent à l'élaboration d'un sixième paquet de sanctions contre Moscou, Emmanuel Macron sait que la question d'un embargo sur le pétrole et le gaz russes sera l'un des premiers dossiers qui lui permettront de prendre le pouls du couple franco-allemand. Le sommet européen des 30 et 31 mai, au cours duquel les Vingt-Sept parleront de cette autonomie stratégique chère à

«AUJOURD'HUI, LA FRANCE A LE LEADERSHIP, L'ALLEMAGNE EST DANS LE SUIVISME»

PHILIPPE LAMBERTS
président du groupe Les Verts au Parlement européen

M. Macron, par le prisme de la défense et de l'énergie, sera également, de ce point de vue, une étape cruciale.

Dans ce contexte, des besoins en investissements seront évalués, et Paris et Berlin ne pourront occulter longtemps la question du cadre budgétaire auquel les Vingt-Sept doivent être soumis. Avec la pandémie de Covid-19, le pacte de stabilité et de croissance – en vertu duquel les déficit et dette publics ne peuvent dépasser respectivement 3 % et 60 % du produit intérieur brut – a été suspendu, en théorie jusqu'à la fin de 2022. Mais il est probable que les Européens décident d'attendre un an de plus avant de le réactiver, compte tenu de la guerre en Ukraine et de la menace qu'elle fait peser sur la croissance comme sur l'inflation.

«La grande question du quinquennat sera celle d'un nouvel élargissement», affirme, pour sa

part, Sébastien Maillard. La guerre en Ukraine pose la question de la place de Kiev au sein de l'Union européenne (UE), mais aussi de la Moldavie et de la Géorgie. Dans la foulée, celle de l'avenir communautaire des six pays des Balkans occidentaux ne peut plus être repoussée. On parle donc ici de neuf pays qui toquent à la porte de l'UE et auxquels les Vingt-Sept doivent donner une réponse.

En juin, deux rendez-vous devraient être l'occasion de poser de premiers jalons: d'une part, un sommet sur les Balkans occidentaux et, d'autre part, l'avis de la Commission sur la recevabilité de la demande ukrainienne d'adhérer à l'UE. «Il faudra indiquer une voie. S'agit-il de faire un nouvel élargissement, auquel cas il faut revoir la gouvernance de l'UE? Ou faut-il inventer d'autres formes de coopération avec ces futurs alliés?», s'interroge un diplomate.

Peut-être M. Macron donnera-t-il une première réponse à cette question, le 9 mai, jour de la Fête de l'Europe, pour la clôture de la conférence sur l'avenir du Vieux Continent, à Strasbourg. Ce même jour, Moscou fêtera l'anniversaire de la victoire contre l'Allemagne nazie, et Vladimir Poutine compte aussi en faire un jour de victoire dans sa guerre contre Kiev. «Ce sera le 9 mai de Moscou contre le 9 mai de Strasbourg», résume Sébastien Maillard. ■

VIRGINIE MALINGRE

LES RÉACTIONS

FÉLICITATIONS DE KIEV À WASHINGTON

«Félicitations à @emmanuelmacron, un vrai ami de l'Ukraine, pour sa réélection!», a tweeté, en français, le président Volodymyr Zelensky, qui s'est entretenu plusieurs fois avec le président français depuis l'invasion russe de son pays, le 24 février. Selon la présidence française, il l'a félicité directement par téléphone. «Je lui souhaite de nouveaux succès pour le bien du peuple [français]. J'apprécie son soutien, et je suis convaincu que nous avançons ensemble vers de nouvelles victoires communes. Vers une Europe forte et unie!», a-t-il ajouté. Le président américain, Joe Biden, a félicité son homologue français, affirmant que leurs deux pays continueraient à coopérer pour «défendre la démocratie». «Je suis impatient de poursuivre notre étroite coopération – notamment pour soutenir l'Ukraine, défendre la démocratie et contrer le changement climatique», a tweeté le président américain, qualifiant la France de «partenaire-clé pour faire face aux défis mondiaux».

L'Allemagne préoccupée par l'état de santé de la démocratie française

Si la victoire d'Emmanuel Macron a été accueillie avec satisfaction, la normalisation du discours d'extrême droite suscite des craintes

BERLIN - correspondant

En Allemagne, la réélection d'Emmanuel Macron a été accueillie avec un soulagement, à la hauteur de la crainte qu'inspirait l'hypothèse d'une victoire de Marine Le Pen. «Tes électeurs ont adressé aujourd'hui un message fort en faveur de l'Europe. Je suis heureux que nous continuions notre bonne coopération», a notamment réagi Olaf Scholz, dimanche soir, sur Twitter.

Le chancelier social-démocrate (SPD), dont le porte-parole a précisé qu'il avait téléphoné à M. Macron pour le féliciter, n'avait pas fait mystère de son souhait de voir le président sortant réélu. Au second tour, les Français auront le choix «entre un candidat démocrate, qui croit que la France est plus forte dans une Union européenne puissante et autonome, et une candidate d'extrême droite, qui se range ouvertement du côté de ceux qui attaquent notre liberté et notre démocratie», avait prévenu M. Scholz dans une tribune cosignée avec ses homologues espagnol et portugais, Pedro Sanchez et Antonio Costa, parue dans *Le Monde*, jeudi 21 avril.

Outre-Rhin, seul le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) déplore le choix des Français. «Je félicite notre partenaire Marine Le Pen pour son bon résultat. Emmanuel Macron n'a remporté qu'une victoire en trompe-l'œil. Le changement de cap en Europe est une réalité, et il ne pourra pas être stoppé sur le long terme», a réagi, dimanche, le chef de l'AfD, Tino Chrupalla.

A part à l'extrême droite, une victoire de la candidate du Rassemblement national était particulièrement redoutée. «Avec Le

Pen au pouvoir, l'Allemagne perdrait son principal allié», s'était inquiété le quotidien économique *Handelsblatt*, avant le second tour. «Le cauchemar Le Pen», avait titré le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Autant que son hostilité envers l'Allemagne, avec laquelle elle avait évoqué «des divergences stratégiques irréconciliables», c'est la proximité de M^{me} Le Pen avec la Russie de Vladimir Poutine qui suscitait les craintes de Berlin. De ce point de vue, le tweet posté, dimanche soir, par le journaliste du *Spiegel* Sebastian Fischer résume ce que pense une majorité d'Allemands: «Poutine a perdu l'élection présidentielle française.»

«Un avertissement» Soulagée par la défaite de M^{me} Le Pen, l'Allemagne n'en est pas moins inquiète du résultat obtenu par celle-ci. «Le score inédit de l'extrême droite, avec un programme xénophobe et antieuropéen, est préoccupant et devrait interpellé tous les démocrates en France et en Europe. Macron doit relever le défi de transformer son mouvement en véritable parti politique et s'attaquer aux multiples fractures qui traversent la société française», confie au *Monde* le dé-

puté social-démocrate Nils Schmid, chargé des questions de politique étrangère au sein du groupe SPD du Bundestag.

Ce sentiment est largement partagé en Allemagne. «La normalisation du discours d'extrême droite pendant la campagne électorale française sonne comme un avertissement», a réagi le président des Verts, Omid Nouripour, dont le parti est membre la coalition «feu tricolore» de M. Scholz. «L'Europe peut respirer (...) Mais il est clair qu'il ne s'agit pas d'une victoire fondée sur des convictions. Les cinq années de la présidence d'Emmanuel Macron ont renforcé les extrémistes et les populistes comme jamais», a quant à lui commenté l'eurodéputé Manfred Weber, membre de l'Union chrétienne-sociale (CSU) de Bavière et président du groupe PPE (conservateur) au Parlement européen.

Dimanche soir, plusieurs médias allemands anticipaient déjà des lendemains difficiles pour M. Macron à l'orée de son second mandat. A l'instar de *Die Zeit*, le grand hebdomadaire intellectuel de centre gauche, qui ne cachait pas son inquiétude pour les prochaines années en raison de l'état dans lequel se trouve aujourd'hui la démocratie française. «L'idée d'un parti unique au centre de l'échiquier politique comporte un risque dans la mesure où il ne peut être remplacé que par des forces situées aux extrêmes (...) Si les nationalistes d'extrême droite prennent le pouvoir dans cinq ans, une mauvaise période s'ouvrira pour l'histoire de l'Europe. C'est pourquoi Macron mérite tout le soutien des autres Etats européens qui n'ont pas encore succombé à la tentation réactionnaire.» ■

THOMAS WIEDER

OUTRE-RHIN,
SEUL LE PARTI
D'EXTRÊME DROITE
ALTERNATIVE
POUR L'ALLEMAGNE
DÉPLORE LE CHOIX
DES FRANÇAIS

Le Monde



OFFREZ À VOS PROCHES L'OCCASION DE DÉBATTRE, PARTAGER, S'ENGAGER

PAPIER + NUMÉRIQUE	WEEK-END + NUMÉRIQUE
À partir de 75 €	À partir de 60 €
• 6 quotidiens + tous les suppléments • «M le magazine du Monde» • L'accès à tous les contenus numériques sur le site et sur l'application • L'application La Matinale • Les archives depuis 1944 • Le Monde événements abonnés	• 2 quotidiens + tous les suppléments • «M le magazine du Monde» • L'accès à tous les contenus numériques sur le site et sur l'application • L'application La Matinale • Les archives depuis 1944 • Le Monde événements abonnés

UNE OFFRE À RETROUVER SUR [ABO.LEMONDE.FR/OFFRE-OFFRIR](https://abo.lemonde.fr/offre-offrir)